

39-45 en Seine-et-Marne *des lieux, des hommes...*

Conseil général de Seine-et-Marne
Direction des Archives départementales de Seine-et-Marne
Hôtel du Département
CS 50377
77010 MELUN cedex
Tél. : 01 64 14 77 77

Office des Anciens Combattants de Seine-et-Marne
Cité administrative - Bât. C
Pré Chamblain
77000 Melun
Tél. : 01 64 39 14 18

CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE ET MARNE



Préface

Il y a soixante ans s'achevait le dernier grand conflit ayant marqué durablement la Seine-et-Marne. À cet égard, 2005 est une année importante puisque nous commémorons notamment le soixantième anniversaire de la libération des camps et de la capitulation allemande du 8 mai 1945.

Afin d'accompagner le travail de mémoire et de pédagogie entrepris sur cette période, le Conseil général de Seine-et-Marne a décidé de publier, en partenariat étroit avec l'Office des Anciens Combattants de Seine-et-Marne, un recueil de fiches sur des lieux et des acteurs de la Seconde Guerre mondiale en Seine-et-Marne.

Rédigées par des anciens combattants, résistants ou patriotes, et par des historiens spécialistes de la Seconde Guerre mondiale en Seine-et-Marne, ces fiches visent à faire connaître aux Seine-et-Marnais, et particulièrement aux plus jeunes, l'histoire de la guerre, de l'Occupation et de la Libération dans leur département, en les invitant à se rendre sur les lieux de mémoire évoqués.

Convaincus que l'enseignement et la connaissance sont essentiels afin de former les citoyens de demain, nous espérons que ce livret permettra à chacun de mieux saisir la complexité de cette période historique et contribuera ainsi, comme l'espérait Marie-José Chombart de Lowe, à "faire progresser les forces de l'esprit".

Vincent Éblé

Sénateur
Président du Conseil général
de Seine-et-Marne

Lionel Walker

Vice-Président
chargé du tourisme, des musées
et du patrimoine



Avant-propos

Les fiches que nous vous proposons sont le fruit du travail commun entre la Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées départementaux et l'Office Départemental des Anciens Combattants, au travers de ses services et de ses correspondants.

Ces fiches s'articulent autour de huit grands thèmes qui, de la campagne de France à la Libération, couvrent les principaux moments clés de la Seconde Guerre mondiale en Seine-et-Marne.

Chaque fiche a été rédigée par un ancien combattant, un résistant ou un patriote correspondant de l'Office Départemental des Anciens Combattants, ou par des historiens spécialistes de la période en Seine-et-Marne, membres de la commission départementale de la mémoire.

Nous souhaitons que ce travail de partenariat ouvre à tous les jeunes Seine-et-Marnais, sensibles aux valeurs de paix portées par notre démocratie, des perspectives de réflexion sur le passé et sur les enjeux de l'avenir.

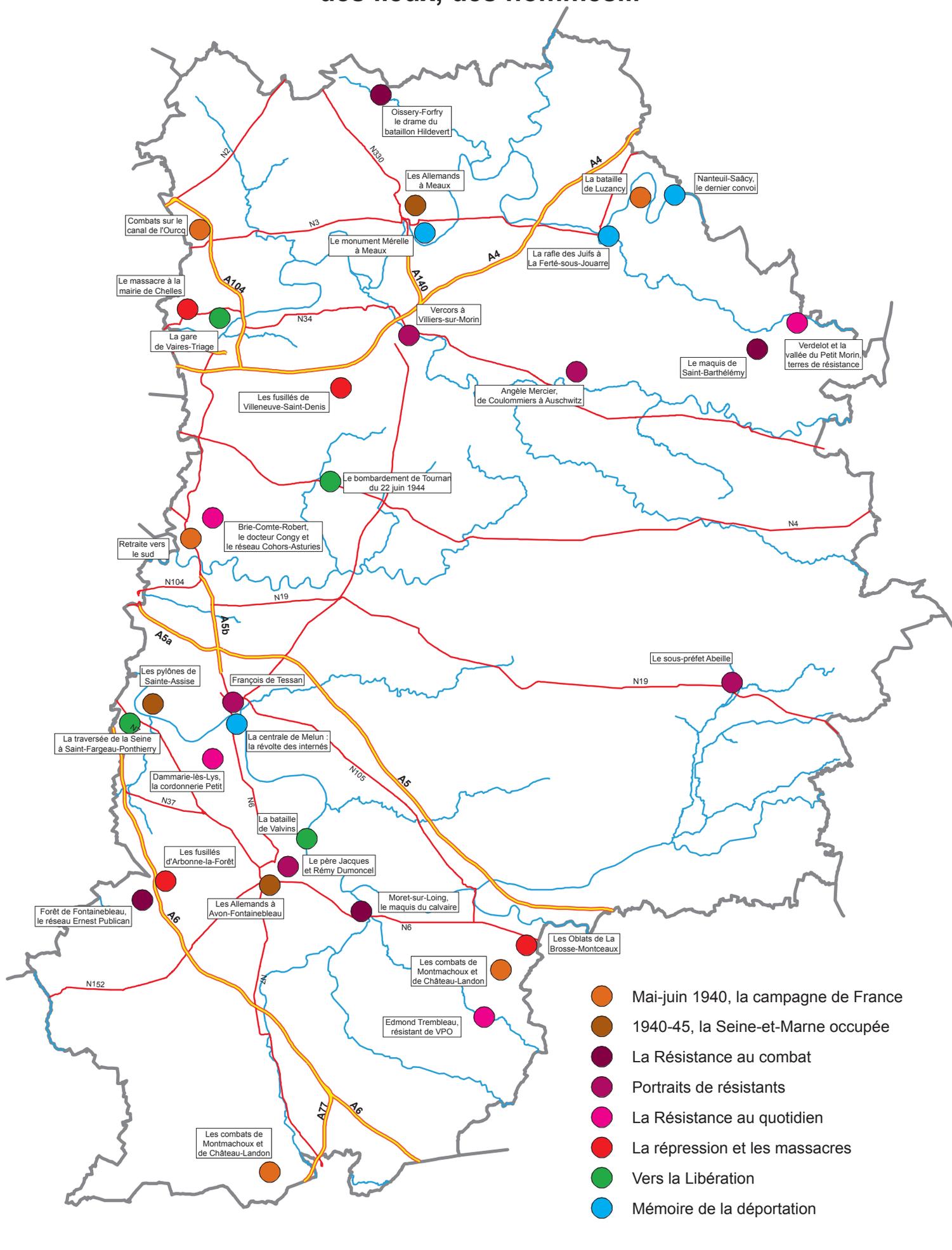
Isabelle Rambaud

Conservatrice générale du patrimoine

Pierre Naura

Directeur de l'Office départemental
des Anciens Combattants
et Victimes de guerre

39-45 en Seine-et-Marne : des lieux, des hommes...



- Mai-juin 1940, la campagne de France
- 1940-45, la Seine-et-Marne occupée
- La Résistance au combat
- Portraits de résistants
- La Résistance au quotidien
- La répression et les massacres
- Vers la Libération
- Mémoire de la déportation



MAI-JUIN 1940, LA CAMPAGNE DE FRANCE

Combats sur le canal de l'Ourcq
La bataille de Luzancy
La retraite vers le sud
Les combats de Montmachoux et de Château-Landon

1940-1944, LA SEINE-ET-MARNE OCCUPÉE

Les Allemands à Meaux
Les Allemands à Fontainebleau-Avon
Les pylônes de Sainte-Assise

LA RÉSISTANCE AU COMBAT

Oissery-Forfry, le drame du bataillon Hildevert
Le maquis de Saint-Barthélémy, une famille dans la résistance
Moret-sur-Loing, le maquis du calvaire
Forêt de Fontainebleau, le réseau Ernest Publican

PORTRAITS DE RÉSISTANTS

Le sous-préfet Abeille
François de Tessan
Le père Jacques et Rémy Dumoncel
Angèle Mercier, de Coulommiers à Auschwitz
Vercors à Villiers-sur-Morin

LA RÉSISTANCE AU QUOTIDIEN

Edmond Trembleau, résistant de VPO
Dammarie-lès-Lys, la cordonnerie Petit et la presse clandestine
Brie-Comte-Robert, le docteur Congy et le réseau Cohors-Asturies
Verdelot et la vallée du Petit Morin, terres de résistance

LA RÉPRESSION ET LES MASSACRES

Le massacre à la mairie de Chelles
Les fusillés de Villeneuve-Saint-Denis
Les fusillés d'Arbonne-la-Forêt
Les Oblats de La Brosse-Montceaux

VERS LA LIBÉRATION

Le bombardement de Tournan du 22 juin 1944
La gare de Vaires-Triage
La bataille de Valvins
La traversée de la Seine à Saint-Fargeau-Ponthierry

MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

Le monument Mérelle à Meaux
Nanteuil-Saâcy, le dernier convoi
La rafle des Juifs à La Ferté-sous-Jouarre
La centrale de Melun : la révolte des internés



Combats sur le canal de l'Ourcq

Peu galvanisée, l'armée française s'enlise depuis septembre 1939 dans la "drôle de guerre". Elle s'écroule en quelques semaines. Quelques unités s'efforcent pourtant de résister : la 4^e division cuirassée sur la Somme, le 103^e régiment d'infanterie à Luzancy, les cadets de Saumur sur la Loire. Jusqu'aux portes de Paris, quelques restes de cette armée en lambeaux s'accrochent désespérément au terrain et refusent de se rendre.

Le 13 juin, l'envahisseur atteint le canal de l'Ourcq au sud de Mitry-Mory. Il est surpris par des nids de résistance militaire. Ces quelques éléments du 107^e régiment d'infanterie ont été rejoints par d'autres militaires livrés à eux-mêmes qui ont décidé de ne pas laisser entrer les Allemands dans Paris sans combattre.

Sa situation géographique et son aménagement font du canal de l'Ourcq une ligne de défense naturelle que ces soldats français s'efforcent de tenir.



Le canal de l'Ourcq à Villeparisis

Jusqu'à 19 heures, l'entrée de Villeparisis est le théâtre d'âpres combats. Les Allemands comptent 7 morts et de nombreux blessés. Plus à l'ouest, au pont du Vert Galant, une section du 24^e Chasseurs s'accroche, jusque tard dans la nuit : l'ennemi compte 9 tués, contre 3 chez les défenseurs du pont. Mais les troupes allemandes affluent de partout. Il faut décrocher...

Rendues furieuses par cette résistance de militaires français, les troupes allemandes s'en prennent à la population civile. A l'aube du 14 juin, 10 otages arrêtés au hasard sont exécutés à la mitrailleuse en lisière du Bois-Saint-Denis du Tremblay-en-France.

Vers midi, 6 autres otages sont fusillés devant la gare. Seulement blessé au ventre, l'un d'entre eux fait le mort, ce qui le sauve. Les 15 victimes étaient des habitants de Villepinte, Mitry-Mory et Villeparisis.



Une plaque au Vert Galant rappelant la mémoire des 15 fusillés

13 autres civils, requis baïonnette au canon, sont conduits au Bois-Saint-Denis. Ils croient leur dernière heure arrivée, mais ils ne font que creuser les tombes des victimes des massacres. 10 autres otages sont relâchés dans la journée du 15 juin.

Depuis le 13 juin au matin, le général Dentz, gouverneur militaire de Paris, a fait placarder sur les murs de la capitale un seul "AVIS" ordonnant à la population de déposer les armes dans les commissariats de police.

Le lendemain, l'armée allemande entre dans Paris. L'Occupation commence, la Résistance et la Collaboration aussi.



La bataille de Luzancy

Luzancy est un paisible village de quelque 500 habitants, adossé à la haute colline qui sépare la vallée de la Marne de celle du Petit Morin. Plus loin, on rencontre les villages de Messy et de l'autre côté de la Marne, de Sainte-Aulde. C'est ici déjà qu'en 1914, lors de son offensive, l'armée allemande traversa la Marne.

Le 10 juin 1940, la canonnade toute proche, à quelque 20 kilomètres au nord, affole le village. Le sénateur-maire Chalamon fait rassembler tous les véhicules et les habitants fuient vers le sud. C'est l'exode avec toutes ses détresses. La population ne revient que deux semaines plus tard, enfin autorisée par l'occupant à rejoindre ses foyers. Le village est dévasté. Ruines et pillages offrent un spectacle de désolation. Cinquante maisons ont été touchées ou détruites par l'artillerie ennemie.

Le 11 juin, sous la pluie, les 103^e et 104^e bataillons d'infanterie qui avaient déjà subi de lourdes pertes sur le Clignon - petit affluent de l'Ourcq - se replient en combattant. Ils doivent défendre le secteur et permettre à la 42^e division, commandée par le général Bridoux, de se replier.

Au matin, ils font sauter le pont du mémorial de La Ferté-sous-Jouarre et, le soir, les viaducs ferroviaires de la Saussoy et de Courcelles ainsi que le pont routier à la sortie est de Luzancy.

Dans la nuit du 11 au 12 juin, les premières unités allemandes traversent la Marne à la hauteur de Sainte-Aulde et à l'est de Messy. L'artillerie allemande bombarde en profondeur toute la zone. Les unités du 103^e bataillon se replient vers Luzancy, le long de la voie ferrée, sous un feu intense et au prix de lourdes pertes. Les hommes sont épuisés mais combattifs.

Au petit matin du 13 juin, dans le brouillard qui se lève, une contre-attaque commence. Le combat se déroule le long de la voie ferrée. Tirs de mortiers allemands



Les tombes des soldats peu après la bataille

contre grenades françaises sur un ennemi invisible causent de nombreux morts et blessés. En fin d'après-midi, alors que l'ennemi n'a pas progressé, arrive un ordre de repli déclenchant la retraite française. Cette décision est incompréhensible pour beaucoup d'hommes. Les morts sont laissés sur place mais tous les blessés sont emmenés. On compte 400 morts et blessés dont 10 officiers et 50 chefs de sections.

Le 14 juin 1940, la Wehrmacht occupe Luzancy.



Dans le cimetière de Luzancy, le monument aux morts rappelle la mémoire des soldats français tombés les 11 et 12 juin 1940

Le 17 juin 1940, après de nouveaux combats dans la région de Château-Landon, la retraite s'achève plus au sud à Gondreville dans le Loiret, où le général Bridoux décide d'arrêter le combat.



Au carrefour de la rue du 103^e RI et de la route de Vauharlin se trouve le monument aux morts de la bataille de Luzancy



La retraite vers le sud

A l'est du département, la 6^e armée se retire. Un même schéma se dessine à l'ouest où des éléments de la 7^e armée reculent vers la Seine. Des troupes coloniales doivent leur faciliter l'accès aux gares du Gâtinais.

La 7^e armée, commandée par le général Frère, rassemble les 23^e, 57^e, 239^e divisions d'infanterie et des unités coloniales comme la 7^e division d'infanterie coloniale et la 87^e division d'infanterie africaine (DINA). La 57^e division a déjà contenu les Allemands sur le canal de l'Ourcq, avant leur arrivée dans le département. La 239^e division d'infanterie est une division de renfort, arrivée les 9 et 10 juin à Meaux, grossie d'un régiment tchécoslovaque. L'objectif reste la garde sur l'Ourcq et la Marne, supposant le contact avec la 41^e division de la 6^e armée. Ainsi, la position de repli se fixe à La Ferté-sous-Jouarre après les combats du 12 juin à Crouy-sur-Ourcq. Mais bientôt, c'est à Trilport et Meaux qu'on se retrouve quand arrive l'ordre de repli de Weygand.

La retraite s'effectue sur deux axes, l'un plus central pour la 239^e division (accrochage avec les Allemands à Beauthel) et l'autre plus à l'ouest avec les 57^e et 87^e divisions. Et se dessine le même schéma qu'à l'est.

En effet, une ligne d'accueil et de soutien pour ces éléments en retraite s'établit de l'ouest (7^e DINA) à l'est (87^e DINA), colmatant le secteur de Melun (31^e régiment d'infanterie algérienne) de Fontaine-le-Port (21^e régiment tunisien) et d'Avon (17^e régiment de tirailleurs algériens) de Vulaines (334^e régiment d'infanterie) et de Champagne (9^e régiment de zouaves), s'appuyant ainsi aux éléments les plus à l'ouest de la 2^e division d'infanterie coloniale (Thomery-Champagne). L'objectif est de permettre aux unités en retraite d'atteindre la région de Recloses et de La Chapelle-la-Reine.

Comme à l'est, des combats jalonnent cette retraite. Ainsi, pour l'honneur, à Brie-Comte-Robert, quelques soldats des troupes coloniales sénégalaises et nord-africaines, ouvrent le feu dès qu'ils aperçoivent les Allemands. Cinq sont tués (Djembona Zouri, Larali Amar et trois tirailleurs inconnus). Ils ne pouvaient plus se replier.

À Melun, les ponts sautent le 15 juin alors que le préfet attend les Allemands. Le pont de Champagne saute également juste après le passage des zouaves et du régiment tchécoslovaque et, en fin de journée, c'est le pont de Valvins qui est détruit. Les Allemands ont atteint la rive droite et passent la Seine sur un pont de bateaux à Bois-le-Roi mais sont longtemps arrêtés par des mitrailleurs africains à l'emplacement du pont de Valvins. Ici comme ailleurs, ce sont les troupes africaines qui se sont sacrifiées.



Les combats de Montmachoux et de Château-Landon

Les 16 et 17 juin 1940 se déroulent à Montmachoux et à Château-Landon les deux ultimes combats en Seine-et-Marne : l'axe de retraite nord-sud a rejoint le dispositif parallèle à la Seine et une arrière-garde sacrifiée ralentit les Allemands.

Après les âpres combats de Luzancy des 12 et 13 juin 1940 (400 morts et blessés) et l'ordre de retraite de Weygand, se dessine le premier axe de repli dans la partie orientale du département (le même recul s'effectue à l'ouest avec la 7^e armée). Il s'agit ici d'éléments de la 6^e armée avec, essentiellement, la 41^e division du général Bridoux et d'autres unités (7^e, 8^e, 27^e, 238^e divisions) serrées de près par les Allemands.

Alors, le 13 juin, un second dispositif se met en place, perpendiculairement à cet axe de retraite : arrivent des Alpes les renforts de la 2^e division d'infanterie coloniale (8^e régiment de tirailleurs sénégalais et 4^e brigade de chasseurs des Pyrénées). Ces hommes s'échelonnent sur la ligne de la Seine depuis Thomery et La Grande-Paroisse - Champagne jusqu'à Montereau - Cannes-Écluse. Plus en arrière, à Montmachoux, un bataillon de tirailleurs sénégalais se dispose en réserve.

Des arrêts scandent la retraite de la 41^e division : Beton-Bazoches (P.C. 6^e Armée) et forêt de Jouy-le-Châtel le 13 juin au soir, Chenoise et Maison-Rouge (PC de la 41^e division). Et c'est la jonction avec les éléments cuirassés de Welwert, arrivant de l'ouest, placés à la charnière des 6^e et 7^e armées, qui doivent aider à contenir les Allemands venus de Nogent et Provins (combats de Sognolles, le 14 juin).

Les unités en retraite franchissent la Seine entre La Tombe et Montereau - ville bombardée cinq fois par la Luftwaffe et qui enterre ses morts - et atteignent Chéroy dans l'Yonne.



Montereau bombardé en juin 1940

Le bataillon sénégalais en position retardataire est toujours à Montmachoux, village ouvert sur un plateau coupé de quelques buttes boisées (bois de la Montagne...). Un premier poste garde l'entrée nord-ouest (route d'Esmans), un autre se fixe à un kilomètre, au chemin des Vignes. Le 16 juin, les Allemands attaquent au canon et, après un combat inégal, s'emparent facilement du village, en dépit de l'héroïque résistance des soldats sénégalais : 6 au moins se font tuer, 3 à chaque poste.

Ce même 16 juin, la 41^e DI et les autres troupes en retraite obliquent à l'ouest vers Montargis alors qu'une arrière-garde se sacrifie pour permettre la fuite du gros des troupes. Retranchée aux Grandes Carrières (sur la route de Souppes à Château-Landon), elle livre combat jusqu'à épuisement de ses munitions. Les Allemands doivent faire intervenir des blindés et contourner la ville par l'ouest pour s'emparer de Château-Landon, encore arrêtés par des mitrailleuses et contraints aux combats de rues. Le carré militaire du cimetière rassemble les tombes de ces héroïques combattants (l'"armée du sacrifice").



Le carré militaire du cimetière de Château-Landon



Le carré militaire du cimetière de Montmachoux



Le monument aux morts de Château-Landon

Le général Bridoux dépose les armes à quelques kilomètres plus au sud, dans le Loiret, à Gondreville, près de Ferrières.



Les Allemands à Meaux

Le site de la ville de Meaux est fixé par un méandre de la Marne. Ville d'Art et d'Histoire, évêché de Seine-et-Marne, Meaux reste la ville la plus peuplée du département. C'est le chef-lieu d'un arrondissement de neuf cantons et de près de 162 000 habitants. Durant toute l'Occupation, le même sous-préfet reste en place. Sans rivaliser cependant avec la vallée de la Seine, des industries diversifiées y prospèrent (chimie, textiles, alimentations et même mécaniques). Les Allemands sauront les utiliser. Bref, Meaux représente un ancrage utile pour l'occupant.

Sans doute moins équipée que Fontainebleau, la ville offre néanmoins des possibilités de casernement non négligeables : les quartiers Luxembourg, Saint-Nicolas, Noëfort peuvent accueillir quelque 2 000 hommes, et jusqu'à 10 000 prisonniers de guerre en 1940.

Par ailleurs, les Allemands dénombrent les capacités d'accueil des 187 communes de l'arrondissement, recherchant les châteaux (48 répertoriés), les fermes à grands hangars pour chevaux et véhicules, les collèges (Jully), les cantines de sucreries (Othis...). Ajoutons que la ville de Mareuil-lès-Meaux possède un champ de tir et que s'il n'existe pas d'aérodrome à Meaux, sa région en compte cinq.

L'administration militaire et les services de *Feldgendarmerie* sont ceux d'une sous-préfecture. Une *Kreiskommandantur*, située boulevard Jean Rose, exerce son autorité sur l'arrondissement de 1940 à 1943. A sa tête, le très correct lieutenant-colonel Robert Koch, ancien représentant de commerce à Francfort-sur-Oder, peu suspect de nazisme. Parmi ses adjoints, son second, le lieutenant Werner Glockner, les lieutenants Fritz Borner (chargé des liaisons avec la police nazie), Rudolf Misbach et l'interprète Richard Kichner. Un adjudant-chef, chapeauté par Koch, dirige un département de gendarmerie militaire peu étoffé, situé rue Saint-Faron.

Après le passage du capitaine Lautz, de Wiesbaden, officier fourbe et obséquieux, la *Kreiskommandantur* est dissoute (la *Feldkommandantur* 680 de Melun expédie les affaires courantes), remplacée par une *Feldgendarmerie* agrandie, plus importante, commandée successivement par les lieutenants Wagner, Lang, Gehlert puis Eckert.

Divers personnages ont pu jouer un rôle à Meaux, comme le *SS Hauptsturmführer* Willy Medard, ancien représentant en spiritueux, ardent propagandiste nazi qui, de Meaux, administre les sablières du département. À l'opposé, Wolf von Kalhreuth, berlinois, antinazi, occupe le poste de délégué à l'agriculture pour l'arrondissement.

Divers monuments de Meaux et son arrondissement rappellent que les mouvements de résistance (OCM, Vengeance, FN) et les réseaux (Publican, Armand, Ajax) ont su s'opposer à cette occupation allemande.



Les Allemands quittent Meaux.

*Photos prises le 20 août 1944 par Monsieur Endrès, alors conservateur-honoraire au musée de Meaux.
Cela lui valu d'être arrêté par les forces d'Occupation qui l'ont emmené jusqu'à Metz, puis libéré.*

Les Allemands à Fontainebleau-Avon

Le dimanche 16 juin 1940, peu avant 9 heures, des éléments motorisés allemands venant de l'est franchissent la Seine à Valvins sur un pont de bateaux. Ils traversent Avon avant d'entrer dans Fontainebleau, précédant le gros des troupes. L'occupation allemande commence.

À Fontainebleau, choisi pendant un temps comme commandement ouest de l'armée allemande, cette occupation est importante : 60 généraux, 20 000 hommes de troupes installés dans les nombreuses casernes, le château, les écoles, les hôtels, les grandes villas, l'hôpital... Par ailleurs, on y est proche de Paris.



Les Allemands occupent le château de Fontainebleau



On peut encore voir des traces de camouflage allemand sur les murs des casernes, rue de la Charité à Avon

L'agglomération est contrôlée par une *Kommandantur* et une *Feldgendarmerie*. La *Gestapo*, installée à Melun à l'automne 1942, possède des antennes dans les principales villes de Seine-et-Marne, notamment à Fontainebleau. Au fil des mois, cette présence devient de plus en plus pesante.

C'est à partir de 1941 que les restrictions, d'abord supportables, se font de plus en plus contraignantes à tous les niveaux : alimentation, chauffage, habillement... Les contrôles des allées et venues s'accroissent, puis viennent des interdictions ("*verboten*") de toutes sortes.



Les troupes allemandes défilent dans les rues de Fontainebleau (photo prise clandestinement)

Arrive également le temps de la répression contre les Juifs avec les lois antisémites du gouvernement de Vichy, et des exactions à leur égard : le 11 avril 1941, des officiers allemands lancent des grenades incendiaires sur la synagogue de Fontainebleau. Le feu détruit le bâtiment et ce qu'il contient.



L'ancienne synagogue de Fontainebleau (photo du début du siècle)



La plaque rappelant les noms des 58 Juifs bellifontains morts dans les camps nazis

Les arrestations et déportations de Juifs vers les camps d'extermination ne tardent pas. Une plaque au cimetière israélite rappelle les noms de cinquante-huit victimes bellifontaines.

Dans l'ombre, des réseaux de résistance se créent : Ernest Publican en forêt de Fontainebleau, Vélites-Termopyles, Confrérie Notre-Dame et Front National. Ils fabriquent des faux papiers, aident les personnes recherchées - Juifs, réfractaires au STO - et recueillent les aviateurs abattus. D'autres réseaux ont des missions de sabotage.

Courant 1943, ces réseaux développent leurs actions. Impitoyablement recherchés et démantelés, leurs membres sont relevés par d'autres. Les arrestations se multiplient. Beaucoup de résistants, d'abord internés dans la prison de Fontainebleau, sont ensuite déportés en Allemagne.

À Avon, la répression nazie est terrible. 23 résistants, dont le père Jacques, directeur du collège des Carmes, et le maire, Rémy Dumoncel, meurent en déportation. D'autres Avonnais sont fusillés par mesure de répression.

Le 23 août 1944, en début d'après-midi, les troupes américaines entrent dans Fontainebleau par l'ouest : c'est enfin la Libération.



Les pylônes de Sainte-Assise

Sur la commune de Seine-Port, près de Melun, la station de Sainte-Assise dresse encore ses pylônes hauts de 250 mètres.



Les pylônes de Sainte-Assise

Déjà avant 1930, il s'agissait de la station radio la plus puissante du monde.



La station

La centrale thermique dite de Montereau, à Vernou, et des groupes diesel de secours assurent son énorme consommation électrique.

Le site comporte deux stations, l'une continentale (alternateurs, émetteurs à lampes et antenne parapluie), l'autre transcontinentale (alternateurs à hautes fréquences construits à Belfort, antenne supportée par 16 pylônes) qui assurent les liaisons lointaines, en particulier avec l'Empire. On comprend l'intérêt manifesté par les Allemands qui, dès 1940, y installent des éléments de la *Kriegsmarine*, chargés d'assurer les liaisons avec ses sous-marins croisant dans l'Atlantique.

On comprend également que la Résistance vise cet objectif, connu par ailleurs de l'aviation alliée. Mais difficile à toucher efficacement du ciel, Sainte-Assise, vaste enclos fermé de grillages et de barbelés, habité par une garnison importante, parcouru de patrouilles incessantes, ne livre pas d'accès aisé aux saboteurs. De plus, d'énormes parallélépipèdes de béton de cinq mètres assurent l'ancrage des pylônes. Pourtant, la station sera frappée par la Résistance et par la RAF.

A la fin du mois de septembre 1942, un commando FTP extérieur au département (le groupe Valmy) réussit un sabotage raconté par Jean Laffite dans "*Nous retournerons cueillir les jonquilles*". Cinq résistants, Focardi, Magnan, Bellinger, Roby, Wadel, équipés en pêcheurs à la ligne, viennent par le train et à bicyclette. Ils réussissent à investir le site par l'angle sud-est boisé (par Boissise-la-Bertrand). Munis de pains de plastic et de plaquettes incendiaires à retardement de six heures, ils visent plusieurs pylônes qui sautent après leur départ. Les dégâts sont rapidement réparés mais l'impact psychologique est important.

Le 13 août 1944, à 16 h 30, tandis qu'une vague de la RAF, volant à basse altitude, bombarde la gare de Melun (10 Allemands tués ou blessés), une autre pique sur Sainte-Assise, détruisant seulement deux pylônes et deux régulateurs. L'objectif demeure.

Mais tout cela était vain car, finalement, sans rien détruire, le réseau Cohors de Brie-Comte-Robert réussit à neutraliser les émissions en s'emparant des codes utilisés par la *Kriegsmarine*, remis à Cavailès par Suzanne Tony-Robert et envoyés à Londres. C'est l'action de Fernand Cauvin ("Adrien"), rare français à travailler encore à Radio France à Villecresnes (Cerçay).



Fernand Cauvin

Il fournit également les plans de situation des câbles téléphoniques reliant Sainte-Assise et Cerçay aux services de l'État-Major du boulevard Suchet à Paris. Arrêté le 29 août 1943, Fernand Cauvin meurt à Buchenwald. Son travail s'est révélé plus efficace qu'une destruction matérielle, même par voie aérienne.



Oissery-Forfry, le drame du bataillon Hildevert



Charles Hildevert

Le 26 août 1944, à l'aube, deux convois de véhicules quittent Le Raincy à une demi-heure d'intervalle, pour gagner Oissery, selon deux itinéraires différents.

Ce sont 300 volontaires sous le contrôle du réseau « Armand Spiritualist », un des réseaux Buckmaster dépendant du SOE britannique. Ces hommes, issus du Raincy, de Neuilly-sur-Marne et de l'est parisien, forment le bataillon ANY (les lettres paires de RAINCY), commandé par Charles Hildevert.

Depuis le 24 août, alors que l'avant-garde de l'armée Leclerc entre dans Paris, les hommes attendent les ordres dans une école du Raincy. Leur mission est d'appuyer un important parachutage d'unités canadiennes, au nord de la Seine-et-Marne. L'ordre n'arrive qu'à l'aube du 26. Ce contre-temps inquiète le commandant Hildevert et le capitaine "Jean-François" (Adrien Chaigneau), officier des FFL parachuté début juillet pour assister le réseau.

En route, des accrochages se produisent avec des éléments isolés de l'armée allemande au carrefour de Vinantes, au bois des Barres, et près de Saint-Pathus et Oissery.

Dans la matinée, les hommes prennent position autour de l'étang de Rougemont.



L'étang de Rougemont

C'est dans cette cuvette bordée de talus boisés qu'est attendu le parachutage. A Oissery, une infirmerie est installée dans la râperie de betteraves. Les blessés et quelques prisonniers, dont un officier ennemi, y sont rassemblés.

Le parachutage n'a pas lieu. L'insurrection parisienne a bouleversé les plans des Alliés qui envisageaient de contourner la ville, et les contre-ordres n'ont pu être tous signifiés.

Les forces allemandes encerclent l'étang de Rougemont. Les FFI leur opposent une résistance héroïque mais, sans formation militaire, ils sont vite débordés.



La croix de l'étang de Rougemont, en mémoire des FFI tués le 16 août 1944

Plus de cent hommes tombent. Les blessés sont achevés par les Allemands. A la râperie d'Oissery, 27 occupants de l'infirmerie sont brûlés vif dans le bâtiment incendié.



La râperie après le drame

Le mur de la râperie aujourd'hui



Un groupe de combattants, qui a réussi à s'échapper de la nasse de Rougemont est anéanti près de la ferme de Condé. Le commandant Hildevert, à la tête d'un autre groupe, se replie sur Forfry, et se trouve pris sous le feu de l'ennemi. Les habitants de Forfry doivent creuser une vaste fosse commune pour enterrer les victimes, parmi lesquelles Chaigneau et Hildevert, avec ses fils, Roger, 21 ans et Georges, 18 ans.

APRÈS LES COMBATS...



Sur la route de Villevaudé, une stèle en mémoire des deux résistants fusillés

13 rescapés sont déportés et ne reviennent pas des camps de la mort. D'autres sont exécutés : Florimond Leuridan, chef du groupe local de Saint-Pathus qui, depuis l'été 1943, recevait les parachutages d'armes pour le Réseau, est capturé près d'Iverny et fusillé le même soir à Meaux, au château de la Grenouillère. D'autres exécutions sommaires ont lieu à proximité : à la ferme de Vineuil de Saint-Mesmes, au château de Monthyon, Saint-Souplets, Iverny et sur la route de Villevaudé. Au total, on parle de 150 à 160 victimes.

C'était le 26 août 1944. Ce jour-là, à moins de 20 kilomètres, une foule en délire acclamait le général de Gaulle qui descendait les Champs-Élysées, dans Paris libéré.



Le maquis de Saint-Barthélémy, une famille dans la résistance



Gervais Léger

A mi-chemin entre les villages de Saint-Barthélemy et Bellot, sur le plateau dominant les deux Morin, se trouve un hameau isolé, Champmartin. Et tout au bout de celui-ci, Gervais Léger exploite une scierie.

Né au début du siècle, il a vécu la Première Guerre mondiale. C'est tout naturellement que, dès le début de l'occupation allemande, il choisit la Résistance. Au fil de son action, il crée en 1943 un maquis rattaché au mouvement des Francs-Tireurs et Partisans (FTP).

Ce maquis comptera jusqu'à trente hommes : résistants chevronnés, jeunes réfractaires au STO, alsaciens déserteurs de la *Wehrmacht* et prisonniers de guerre soviétiques évadés.

Bien que mal armé, ce maquis effectue divers sabotages et actions. La vie s'y déroule sous la ferme discipline et les strictes mesures de sécurité imposées par Gervais Léger.



*Deux maquisards du maquis
de Saint-Barthélémy,
Goyez et Jacquet*

Tous les hommes vivent sommairement dans les bâtiments de la scierie, d'où le surnom de ce maquis : "Cayenne". Madame Léger, d'un dévouement sans borne, en assure le ravitaillement avec les plus âgés de ses 5 enfants. Dans les conditions de l'Occupation, c'est un véritable sacerdoce rendu possible par des complicités extérieures.



Gervais Léger et sa femme



La maison des Léger

Le 11 juin 1944, quelques jours après le débarquement en Normandie, les maquisards sont alertés par les cheminots résistants. Les hommes provoquent un déraillement spectaculaire sur la voie ferrée Paris - Vitry-le-François que devaient emprunter, la nuit suivante, de nombreux trains militaires. L'opération est pleinement réussie : pendant plusieurs jours, la circulation est totalement interrompue sur la seule voie encore disponible pour l'occupant. Cette action témoigne de l'efficacité de la Résistance dans la guerre.

Courant août, le groupe "Kellerman" de La Ferté-Gaucher, également membre du Front National FTP, opère presque au même endroit un autre sabotage de la voie ferrée. Ce même groupe s'était déjà illustré en organisant, le 14 juillet 1944, une manifestation dans les rues de la ville, sous les yeux ébahis des Allemands, après avoir, la nuit précédente, accroché un drapeau tricolore sur le clocher de l'église.



Dans la nuit du 23 août, de retour d'opération en compagnie de son groupe, Gervais Léger se trouve face à une petite unité de chars allemands en retraite dans le hameau de Buternet. Au cours de l'échange, il est mortellement blessé. Plusieurs Allemands sont abattus par son compagnon le plus proche, Roger Lefebvre.

Ce n'est qu'au petit matin qu'on retrouve le corps sans vie de Gervais. Il est décoré de la Croix de Guerre.

Roger Lefebvre



Moret-sur-Loing, le maquis du calvaire

Aux premiers jours du printemps 1942, un groupe de garçons et filles monte ses tentes sur les hauteurs de la commune de Moret-sur-Loing au lieu-dit "Le Calvaire". A cette époque, le camping n'est pas encore interdit par le gouvernement de Vichy et l'occupant allemand.

Tous sont de jeunes résistants communistes appartenant à ce qu'on appelle "un bataillon de la jeunesse", futur FTP. Ils sont entraînés par Pierre Georges, le futur colonel Fabien, qui leur enseigne les techniques de la lutte armée clandestine. Maurice Leberre, jeune chef de 20 ans à la forte personnalité, s'est déjà distingué en abattant un officier allemand en plein Paris. Sa compagne, Simone Dugueret, se bat à ses côtés en tant qu'agent de liaison.

Au cours de leur séjour à Moret-sur-Loing, ces jeunes résistants mènent plus de vingt actions contre les forces armées nazies, dans le département ainsi qu'en région parisienne. Les voies ferrées sont leur cible principale. Les lignes Paris-Vintimille et Paris-Belfort sont sabotées à diverses reprises. La liste de leurs actions compte aussi une attaque contre un détachement de la *Wehrmacht* à Paris, la récupération d'explosifs à Vaujours, des attentats à l'explosif.

Le 12 août 1942, le maquis est découvert accidentellement en gare de Moret-sur-Loing.



La gare de Moret-sur-Loing

Chacun se disperse. Une véritable chasse à l'homme est alors menée. Elle mobilise plusieurs centaines d'Allemands, ainsi que toutes les forces de gendarmerie et de police du département. Au cours de cette poursuite, deux gendarmes et plusieurs soldats nazis sont abattus.



*Charles Blanstiert
à la "Brigade spéciale"*



Jean Rozinoer, le médecin du maquis

Le maquis se dissout. Un résistant est abattu et trois sont arrêtés. Les autres jeunes combattants sont arrêtés à leur tour. Seul Jean Beauclaire, blessé au cours de la retraite, continue la lutte armée dans le "maquis de Saint-Mammès" qui s'illustre lui aussi jusqu'à la Libération.



Jean Beauclaire dit "Thaïs"

Maurice Leberre est arrêté plus tard. Il s'évade puis est repris. Il est déporté en même temps que sa compagne et ne retrouvera celle-ci qu'à la libération des camps en 1945.

Ainsi se termina l'épopée de ce qui fut le premier maquis de France.



Forêt de Fontainebleau, le réseau Ernest Publican

Le réseau Ernest Publican est créé à la fin 1942 par Maurice Braun (alias Ernest, alias Marcel Barde), commandant de réserve et chef de mission des FFC (Forces Françaises Combattantes) et par le capitaine Marcel Fox, ancien officier de liaison de l'armée britannique en 1939-40 et officier des SOE.



Maurice Braun, Aline Bouchut et Marcel Fox dans la "Vallée Close"



Lucien Sarroul en 1952

Ce réseau se rattache au vaste réseau de renseignements Jean-Marie Buckmaster. L'organisation clandestine, implantée en différents points de la Seine-et-Marne, a pour mission le sabotage des lignes de chemin de fer.

Maurice Braun et Marcel Fox préparent minutieusement un parachutage d'armes et de munitions en forêt de Fontainebleau.

Pour ce faire, ils recrutent une équipe de réception et de sécurité : Emile Bouchut, le capitaine Eugène Defontaine, Benjamin Destre, garde-chasse du Bois-Rond, Eugène Thiailier, grand mutilé de 14-18, Lucien Sarroul, jeune engagé volontaire de 18 ans, Charles Bourgelat, Raphaël Bourdun, Antoine et Lucie Stimac...

Le message "*C'est en Touraine qu'on parle le meilleur français*", annonçant le parachutage, passe sur les ondes de Radio Londres. Dans la nuit de pleine lune du 22 au 23 juillet 1943, 16 containers sont parachutés au lieu dit "la vallée close", clairière sablonneuse au sud du massif des Trois Pignons vers Noisy-sur-École. Ils contiennent des mitraillettes STEN de 9 mm, des provisions

de chargeurs, des pains de plastic, des détonateurs, des tubes et boîtes d'abrasif pour le sabotage des essieux et des wagons. Parachutage et réception sont réussis.

En deux voyages, le charretier Auguste Van Den Kinderen transporte toute la cargaison jusqu'à la grotte de Rochebelle, devenue "grotte du parachutiste".



En forêt de Fontainebleau, le monument du réseau Publican à Noisy-sur-École

Une seconde opération est organisée pour une prochaine lunaison, avec pour message : "*Paulette sois bien sage, ton papa pense bien à toi*".

Mais cette nuit-là, plusieurs faits empêchent le parachutage : un bombardement allié dans la région de Melun, l'édification récente par les Allemands d'une tour de guet non loin de là et un chasseur de nuit rodant dans la région. Par prudence, l'équipe se sépare et le parachutage avorte. Armes et munitions stockées dans la grotte sont ventilées vers Arbonne-la-Forêt, Château-Landon, Brie-Comte-Robert et Paris.

Maurice Braun et Marcel Fox, responsables d'Ernest Publican, continuent leurs activités de parachutages dans la région de Nanteuil-le-Haudouin (Oise).

Au cours de l'été 1943, le réseau Publican est démantelé par la *Gestapo*. Maurice Braun est arrêté à Paris et interné près de 12 mois à la prison de Fresnes. Le 15 août 1944, il fait partie du dernier convoi de déportés partant pour Buchenwald. Il en revient miraculeusement en 1945. Marcel Fox, arrêté lui aussi, est déporté au camp de Flössembourg, où il est pendu la veille de la délivrance par les troupes américaines.



Le sous-préfet Abeille



Le sous-préfet Abeille

Valentin Abeille est né en 1907 à Alençon. Son père, sous-préfet engagé volontaire, est mort pendant la Première Guerre mondiale. Après des études au lycée Henri IV à Paris puis à la Faculté de droit, il entre à son tour dans la carrière préfectorale. En 1938, il est nommé sous-préfet de Provins.

A la déclaration de guerre, il refuse son statut d'affecté spécial et s'engage au 29^e dragons. Il est lieutenant-officier, adjoint au chef d'escadron. Il prend part aux campagnes de Belgique et de France et reçoit trois citations.

Après l'Armistice, Valentin Abeille est démobilisé le 25 août 1940 et reprend son poste à Provins. Deux mois plus tard, il est révoqué par le gouvernement de Vichy car il est franc-maçon.

A la fin de l'année 1940, lors de l'inhumation d'un camarade du 29^e Dragons tombé en Belgique et ramené au cimetière de Chaumes-en-Brie, il affirme dans son discours : *"et bientôt, le drapeau français flottera librement sur le sol de France"*.

Sous le nom de "Colleone", il entre dans la clandestinité comme chef départemental pour le Jura de l'Armée Secrète (AS), fusion des éléments para-militaires des trois principaux mouvements de résistance de la zone sud ("Combat", "Libération" et "Franc-Tireur"). Il fait alors preuve d'une débordante activité.

En janvier 1943, recherché par la Gestapo, alors que plusieurs membres de sa famille ont été arrêtés, il prend le maquis dans le Jura puis rejoint Londres. Aussitôt arrivé en Angleterre, Valentin Abeille est désigné comme délégué militaire de la région M (Normandie, Bretagne et Anjou). Il subit un entraînement intensif et se fait déposer par une opération aérienne, avec d'autres délégués militaires, le 16 septembre 1943 près de Tours, sous le nom de "Fantassin".

En quelques mois, il réussit à regrouper, grâce à ses qualités exceptionnelles d'organisateur, les forces militaires des organisations de résistance des 14 départements de sa région. Devenu "Méridien", il met localement en place les différents plans d'exécution mis au point avec Londres et la Résistance.

Sa tête est mise à prix. Trahi, il est arrêté par la Gestapo à Paris, le 31 mai 1944 et est conduit rue des Saussaies. Sur le chemin, il tente de s'évader. Abattu par une rafale de pistolet-mitrailleur, il est transporté à l'Hôpital de la Pitié et meurt le surlendemain, sans prononcer un seul mot.



Au Conseil général de Seine-et-Marne, une plaque rappelle la mémoire de François de Tesson et de Valentin Abeille



François de Tesson



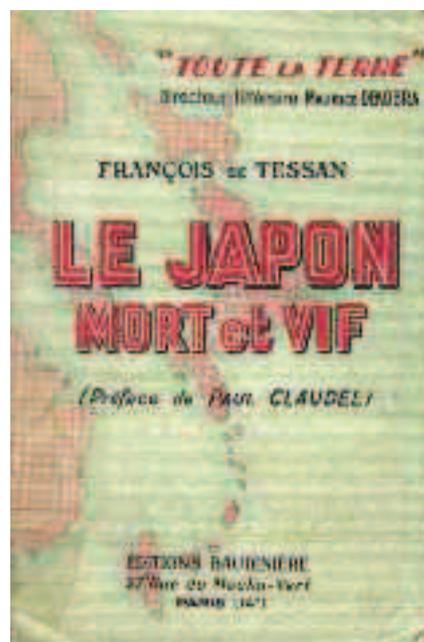
François de Tesson

Homme de lettres et journaliste, parlementaire radical, ami de Joffre et de Roosevelt, noble et partisan du Front populaire, François de Tesson se retrouve du côté de la Résistance après avoir voté les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940. Déporté, il ne rentrera pas.

François Dortet de l'Espigarie de Tesson est né en 1883 à Saint-Hilaire du Harcouët (Manche) d'un père enseignant languedocien et d'une mère berrichonne.

Après des études à Bordeaux, il effectue un premier séjour aux États-Unis où il est reporter pour plusieurs journaux parisiens. Il se marie à Meaux en 1910. C'est ensuite un passage au cabinet d'Albert Sarraut, ministre de l'Instruction Publique. Pendant la Grande Guerre, il est blessé alors qu'il sert comme capitaine. Après la guerre, il accompagne Joffre en Amérique. C'est au cours de ce second séjour qu'il se lie d'amitié avec Franklin Roosevelt. Sa carrière s'oriente alors dans deux directions.

Le journalisme tout d'abord, où il se rode comme rédacteur en chef de *La Dépêche du Midi* (1921) avant de fonder, en 1936, *Le Peuple de la Brie* et *Le Réveil de Chelles*, feuilles inséparables de ses choix politiques en faveur du radicalisme. Ce travail s'accompagne d'une abondante production éditoriale avec, entre autres titres, ceux concernant les États-Unis (*Le président Hoover et la politique américaine*) ou l'Asie (*Le Japon mort et vif*), préfacé par Paul Claudel.



Ouvrage de François de Tesson

Parallèlement, il occupe des fonctions politiques départementales et nationales. C'est comme radical-socialiste qu'il est élu député de Meaux (1928), conseiller général en 1931 et conseiller municipal en 1936. Il siège à la commission des Affaires Étrangères qu'il préside de 1931 à 1937 et assure plusieurs sous-secrétariats d'État.

C'est un radical favorable au Front populaire et à la République espagnole, ce qui lui vaudra de solides inimitiés. Il participe aux deux ministères Blum et au dernier gouvernement Chautemps. Entre temps, il représente la France à la SDN (Société des Nations) et effectue une tournée de conférences aux États-Unis.

S'il vote les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juin 1940, ce choix ne préjuge pas de son attitude à venir. Ce parlementaire de la III^e République, radical et anticlérical, est rapidement détesté du gouvernement de Vichy dont il condamne l'autoritarisme (refus de nomination des maires par le préfet) et la politique de collaboration. Et s'il n'est pas prouvé qu'il a adhéré à un réseau ou un mouvement de résistance, il a choisi son camp, rencontrant des résistants qu'il a su encourager. Il approuve les opinions du secrétaire général de la mairie de Meaux, Labitte, et du commissaire Brunet et intervient en leur faveur quand on les arrête, ce qui le rend suspect aux yeux de l'occupant.

Surveillé, dénoncé, il est arrêté le 27 novembre 1942 et interné à Romainville. En janvier 1944, il est transféré à Compiègne avec Julien Cain, directeur de la Bibliothèque nationale. Il est immédiatement déporté à Buchenwald. Dans son témoignage, *Ici chacun son dû*, Lucien Cariat insiste sur la rapide disparition de François de Tesson peu après son arrivée : *"le député de Meaux avait vécu et son corps martyrisé était livré au crématoire"* le 22 avril 1944.



Au Conseil général de Seine-et-Marne, une plaque rappelle la mémoire de François de Tesson et de Valentin Abeille

Le père Jacques et Rémy Dumoncel



Le père Jacques

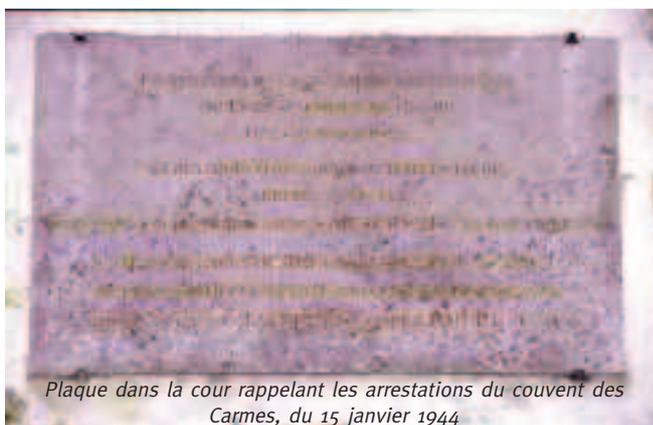
Lucien Bunel, (père Jacques de Jésus) naît en 1900.

Après le séminaire et l'ordination, il choisit d'être religieux carme. En 1934, il est chargé de fonder un collège à Avon. Un établissement moderne est bientôt construit que le père Jacques dirige selon des méthodes nouvelles et exigeantes. En 1939, le père Jacques est mobilisé en qualité d'adjudant.

Fait prisonnier à Lunéville, il est libéré fin 1940 pour raisons de santé. Rentré à Avon, il reprend la direction du collège. Ne supportant pas les lourdeurs de l'occupation allemande, ni les lois contre les Juifs, le père Jacques entre en contact, dès 1941, avec le mouvement *Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France* et en 1942 avec le réseau Vélites-Termopyles. Les actions clandestines s'enchaînent : faux papiers, filières d'évasion, aide aux Juifs et aux résistants traqués, parachutages. Au cours du premier trimestre 1943, il accueille au collège, sous de faux noms, trois enfants juifs et donne refuge à des réfractaires au STO, prenant d'énormes risques. Le 15 janvier 1944, il est arrêté par la *Gestapo* en même temps que les trois enfants juifs. "*Au revoir les enfants. Continuez sans moi.*", cette phrase créée par le père Jacques, est le titre du film tourné par Louis Malle, ancien élève du collège et témoin des arrestations.



Le collège d'Avon, aujourd'hui couvent des Carmes



Plaque dans la cour rappelant les arrestations du couvent des Carmes, du 15 janvier 1944

Les trois enfants, dirigés sur Auschwitz-Birkenau, sont exterminés dès leur arrivée.

Le père Jacques est emprisonné à Fontainebleau, Compiègne Royallieu, puis est déporté au camp de Mauthausen-Gusen le 25 avril 1944.

Il meurt un mois après la libération du camp.



Rémy Dumoncel

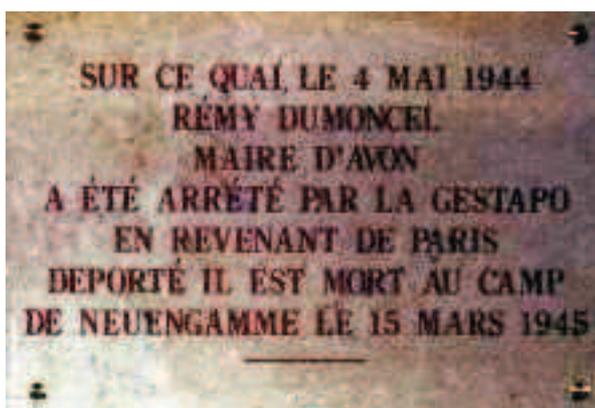
Rémy Dumoncel est né en octobre 1888. Après des études de droit, il travaille aux éditions Tallandier à Paris. Sa conduite durant la Grande Guerre lui vaut la Croix de Guerre et la Légion d'Honneur.

Il épouse en 1919 une fille Tallandier, et participe à l'essor et à la réputation de la maison d'éditions. Élu maire d'Avon en 1934, il applique ses idées humanistes en créant des sociétés d'entraide, d'aide aux familles nombreuses, aux anciens combattants, aux sociétés sportives...

Pendant l'Occupation, Rémy Dumoncel se préoccupe davantage des conditions de vie des Avonnais et redouble d'efforts pour assurer le ravitaillement. Il ne cache pas ses sympathies pour la France libre et se lance dans des actions clandestines. Toujours animé d'un souci d'humanité et de justice, il aide les familles juives, les résistants, les déserteurs alsaciens, les réfractaires. La majorité de l'équipe municipale le soutient dans ses actions et l'aide à établir des faux papiers, trouver des refuges ou intervenir auprès des autorités

Rémy Dumoncel appartient au réseau Vélites-Termopyles. La *Gestapo* le surveille mais Rémy Dumoncel en impose autant par sa stature que par son intelligence mordante, son prestige et sa parfaite connaissance de la langue allemande.

Le 4 mai 1944, alors que les arrestations se multiplient, il est averti que la sienne est proche. Il fait néanmoins le voyage de Paris à Avon pour protéger sa famille et ses proches. Wilhem Korf l'appréhende à la gare d'Avon.



Plaque située à la gare de Fontainebleau-Avon sur le quai n°1



Plaque dans la mairie d'Avon

Emprisonné à Fontainebleau, il est déporté à Neuengamme. Il y est nommé interprète puis chef d'une partie du camp. Les conditions d'incarcération minent son robuste organisme mais son moral est intact. Il meurt d'épuisement le 15 mars 1945.



Angèle Mercier, de Coulommiers à Auschwitz



Angèle Mercier

Angèle Mercier est née à Chaumes-en-Brie le 24 juin 1909. Sa famille, très modeste, déménage bientôt à Touquin. Angèle y fréquentera l'école communale. Adolescente, elle est placée comme vendeuse et "bonne à tout faire" chez des commerçants en fruits et légumes. Avec eux, elle fait les marchés de Coulommiers et des environs. Au début des années 1930, ses patrons, qui l'estiment, lui confient la gérance d'un petit hôtel à clientèle ouvrière qu'ils possèdent à Paris dans le XIX^e.

Angèle y rencontre celui qui, en 1936, devient son compagnon, le militant communiste Pierre Landrieux. La même année, lors de la guerre d'Espagne, Pierre s'engage dans les *Brigades Internationales* pour combattre le fascisme. Il revient en septembre 1938. Mobilisé lors de l'entrée en guerre de la France en août 1939, Pierre est fait prisonnier en juin 1940.

Angèle a pris le même engagement que son compagnon et décide de poursuivre son combat. Elle s'occupait déjà de l'aide aux familles de républicains espagnols réfugiés en France. À partir de 1940, elle diffuse des tracts dénonçant la politique de collaboration de Vichy. Elle fréquente des anciens des *Brigades Internationales* du XIX^e arrondissement : Georges Vallet dit "Raoul", qui sera fusillé en juillet 1943, Henri Koly, "le Yougoslave", et Pierre Georges, le futur colonel Fabien. Au printemps 1941, elle accepte de travailler à leur côté, au sein de l'OS. Cette organisation armée du Parti communiste français sera la base des FTP qui achèvent de se structurer au début de 1942.

Angèle Mercier devient alors l'agent de liaison de l'état-major FTP de la région parisienne. Elle assure le contact entre divers groupes et notamment le colonel Dumont, ancien militaire de carrière qui sera fusillé en 1943, et Henri Tanguy dit Rol, futur colonel, chef des FFI de l'insurrection parisienne. Durant toute l'année 1942, elle assume des missions dangereuses, transporte armes et messages.

Malgré toutes ces années de combats et de séparation, Angèle et Pierre ne s'oublient pas. En dépit des difficultés nées de la clandestinité, ils entreprennent des démarches pour se marier par procuration. Mais le 21 décembre 1942, alors que les papiers viennent d'arriver, Angèle est arrêtée à Levallois-Perret par des policiers français des brigades spéciales. Elle est torturée pendant 7 jours sans parler.

Le 24 janvier 1943, elle est déportée à Auschwitz. Au début de mars 1943, Angèle Mercier, affaiblie par la torture, agonise. Ses compagnes doivent la porter jusqu'à la place d'appel. Un "appel" qui se prolonge sous la pluie glacée. C'est là qu'elle meurt, épuisée.



Plaque en mémoire d'Angèle Mercier au pied du monument aux morts de Touquin

Vercors à Villiers-sur-Morin

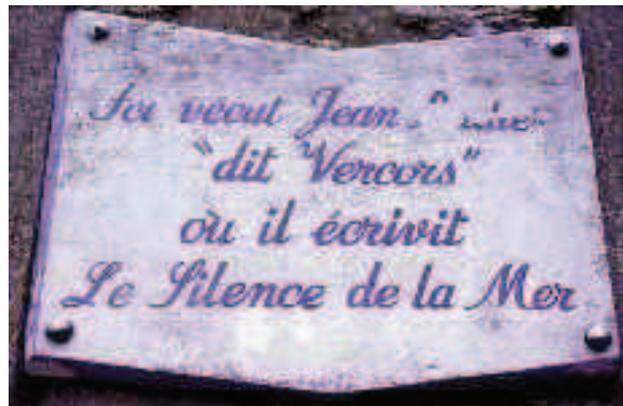


Jean Bruller dit " Vercors "

Jean Bruller est né le 26 février 1902.

Il suit des études d'ingénieur avant de se lancer dans une carrière de dessinateur satirique. En 1926, il publie ses premiers recueils de dessin et, parallèlement, entame une carrière de critique de livres d'art.

Mobilisé dans l'infanterie en 1939, il est blessé et effectue sa convalescence en Isère, au pied du massif du Vercors, d'où le pseudonyme qu'il prendra dans la clandestinité. Démobilisé, il rentre chez lui à Villiers-sur-Morin où il habite depuis 1931.



La maison de Vercors à Villiers-sur-Morin

L'occupation allemande entraîne une nouvelle façon de penser et de parler : des auteurs sont censurés et les écrits sont contrôlés, frappant évidemment le milieu de l'édition. Jean Bruller est consterné par la teneur des articles de la presse qui se fait le relais du gouvernement de Vichy et par l'attitude de certains écrivains qui acceptent la compromission.

L'activité littéraire lui semble appropriée pour s'engager dans la lutte. Il entend faire contrepoids au langage officiel appelant à la collaboration. Et déjà, en réaction à la censure, des tracts, des journaux, écrits et diffusés dans la clandestinité, paraissent. Avec son ami, Pierre de Lescure, il écrit des articles littéraires destinés à une revue communiste clandestine, *La pensée libre*. Lescure, qui a rédigé une nouvelle, pousse Bruller à en écrire une à son tour.

Dans *Le silence de la Mer* (été 1941), Jean Bruller invite le lecteur à prendre conscience des véritables intentions de l'occupant et à ne pas se laisser prendre à ses manœuvres de séduction. L'ouvrage met en scène un officier allemand, Werner von Ebrennac, francophile cultivé, qui, plusieurs mois durant, tente de séduire ses hôtes dont la maison

est réquisitionnée. Ceux-ci, un homme âgé et sa jeune nièce, lui opposent un mutisme total. Tous les soirs, au travers de longs monologues, l'officier s'applique à les convaincre des nobles intentions de l'Allemagne. Jusqu'au jour où il se rend compte qu'il est lui-même dupé.



Le pont Vercors à Villiers-sur-Morin : une scène du film de Jean-Pierre Melville tiré du roman de Vercors a été tournée sur ce pont

Pour la publication de son récit, Jean Bruller prend le pseudonyme de Vercors. L'imprimerie qui fabrique *La pensée libre* ayant été découverte par les Allemands, il décide, avec Pierre de Lescure, de créer une maison d'édition clandestine. Elle reçoit le nom des *Éditions de Minuit*. Le livre, d'abord diffusé uniquement en zone libre, circule rapidement à l'étranger et en zone occupée. Il acquiert une certaine notoriété tandis que le nom de son auteur ne sera connu qu'à la Libération. Bruller-Vercors poursuit ses activités durant toute l'Occupation : plus d'une vingtaine de volumes sont ainsi publiés par les *Éditions de Minuit* et diffusés clandestinement.



Edmond Trembleau, résistant de VPO



Edmond Trembleau

Edmond Trembleau est né dans le Loiret en juillet 1881. Ancien militaire, il a servi comme artilleur durant la Grande Guerre. Après le conflit, il acquiert une petite exploitation agricole au hameau de la Croix-Blanche, près de Paley, dans le canton de Lorrez-le-Bocage. De son mariage naîtront deux fils. Homme de gauche, il est déçu par le radicalisme et adhère à la SFIO. Peu surpris par la défaite française de 1940, il n'a alors de cesse de se rattacher à un groupe de Résistants, recherche difficile en dépit de fréquents déplacements à Paris.

En décembre 1942, il héberge un aviateur britannique, confié par un ami de Villemaréchal, et l'intègre à une filière grâce à un réserviste de Lorrez-le-Bocage. Le STO lui fournit d'autres occasions de résister spontanément. Ainsi, il héberge souvent des réfractaires chez lui dès janvier 1943. Par ailleurs, le "père" Trembleau organise le ravitaillement local, moule le grain lui-même, vend son lait librement, refuse de fournir quelque denrée que ce soit aux Allemands.

Le contact, motivé par une idéologie commune, s'établit enfin avec le groupe de Voulx, composé de Marcel Pouvreau et de son épouse Maryvonne, de Charles Dumart, d'Henri Soutan puis de Paul Pigelet. Après quelques hésitations, le groupe du "père" Trembleau rallie le mouvement VPO (volontaires paysans et ouvriers), créé dans le Loiret par le colonel O'Neill et animé par Gilbert Gaillardon depuis Souppes-sur-Loing.

Le "père" Trembleau nourrit le groupe déjà existant d'une dizaine de résistants de Paley, six de Villemaréchal, réfractaires, parents et amis dont Gilbert Rolland, André Mulot, Albert Aujardin...

Ces groupes prennent le maquis le 11 août, dans les bois de Saint-Ange, et participent aux combats de la Libération, tout en restant en contact avec Gaillardon. Trembleau est alors à la tête de dix hommes armés.

D'autre part, Gilbert Gaillardon s'était déjà illustré dans la recherche de sites destinés à accueillir les parachutages clandestins, parmi lesquels les terres de la Croix-Blanche.

C'est avec le concours de la gendarmerie qu'auront lieu les parachutages des 23 juin (message : *"ce garçon mange trop"*) et 24 juillet (*"Gilbert est un grand Homme"*). Deux agents intégrés à l'opération "Sussex" (destinés à éclairer la progression alliée) étaient présents à l'un d'eux.

Décédé en 1971, Edmond Trembleau repose au cimetière de Paley. Une stèle, élevée à l'entrée du hameau de la Croix-Blanche, rappelle ces faits de résistance.



La stèle de la Croix-Blanche



Dammarie-lès-Lys, la cordonnerie Petit et la presse clandestine



La famille Petit

Depuis 1922, la cordonnerie Robert Petit est établie dans le centre ville de Dammarie-lès-Lys. En 1940, la famille Petit compte 8 enfants de 3 à 15 ans. Avec l'arrivée des Allemands, toute la famille fuit sur les routes. C'est l'exode.

La cordonnerie Petit réouvre en septembre. Rapidement, des hommes et des femmes qui refusent la défaite se retrouvent dans la boutique. Pour ne pas se faire remarquer, tous arrivent avec, sous le bras ou dans un sac, une paire de chaussures à réparer.

Ces hommes et ces femmes sont patriotes. Ils refusent la défaite et la politique de collaboration qu'engage le maréchal Pétain. Ils vont former un groupe de l'OS (Organisation Spéciale), groupe armé du Parti communiste français.

Dans l'atelier, travaille un ouvrier, Zgoda Ladislas, ancien des *Brigades Internationales*, fervent militant communiste. Il est instructeur du groupe de l'OS de Seine-et-Marne. C'est à son contact que les convictions de Marcel Petit, alors en apprentissage, se renforcent. Celui-ci écoute, observe et accepte ses premières missions pour la Résistance. Il s'agit de récupérer, de nuit, des tracts en gare de Melun. Ces tracts dénoncent la politique du gouvernement de Vichy et appellent les Français à la Résistance. La sœur aînée de Marcel, Muguet, est, elle aussi, dans la Résistance. Elle récupère des cartes d'alimentation pour les résistants qui vivent dans la clandestinité.

Petit à petit, la répression nazie s'intensifie. En 1941, alors que les "incendies criminels" de récoltes se multiplient, la police allemande procède à de nombreux interrogatoires. Elle interpelle ainsi cinq membres de l'OS, proches des résistants rattachés à la cordonnerie. Ces hommes sont accusés de propagande communiste via l'édition de tracts qu'ils diffusent largement sur le secteur de Melun. Ils sont fusillés le 8 novembre 1941 au lieu-dit "la Glandée" à Chailly-en-Bière.



Le monument aux fusillés de la Glandée

La cordonnerie Petit est toujours un lieu de rendez-vous pour les résistants. Elle sert aussi de cache pour le matériel. Sous les piles de chaussures et dans les placards, sont camouflés une ronéo, une machine à tirer les tracts, et parfois même des armes.

Le 21 avril 1942, la police arrête deux résistants de Vaux-le-Pénit, Lucien Gantier et Roger Beuve, ainsi que Georges Rousset de Champagne-sur-Seine. Le lendemain, une seconde arrestation a lieu à Dammarie-lès-Lys : René Péron, Raymond Pélouas et Marcel Petit sont arrêtés et incarcérés à la maison d'arrêt de Melun. Robert Petit quitte Dammarie-lès-Lys pour rejoindre le maquis de Buzançais dans l'Indre où il participe à la Libération.

Le 27 juin, tous sont déportés NN (*Nacht und Nebel* = Nuit et Brouillard) pour être jugés à Breslau en Silésie. Deux d'entre eux, Beuve et Gantier, sont condamnés à mort et décapités en juin 1944. Georges Rousset et René Péron meurent en camp de concentration. Enfin, Raymond Pélouas et Marcel Petit reviennent en mai et juin 1945. Ils auront passé près de deux ans en camp de concentration.



Marcel Petit à son retour de déportation



Brie-Comte-Robert, Le docteur Congy et le réseau Cohors-Asturies

Après le passage de Jean Cavaillès, le 1^{er} septembre 1941, au château de Forcilles, près de Férolles-Attilly, et l'entrée de Suzanne Tony-Robert dans le réseau Cohors, Jean Congy et son épouse appartiennent au premier cercle des agents recrutés.

Né en août 1910 à Beaurieux (Aisne), le docteur Jean Congy a ouvert un cabinet à Brie avec son épouse, également médecin, et compte la mère de Suzanne Tony-Robert parmi ses patientes. En dépit de leurs charges familiales - le couple a deux enfants et héberge deux aïeules - en dépit surtout de la santé chancelante de Jean, souffrant d'un pneumothorax, le couple s'engage avec enthousiasme dans la clandestinité. Les médecins disposent d'un *Ausweis* pour circuler durant le couvre-feu et établissent des contacts sans éveiller les soupçons. Ainsi, Jean Congy, au patriotisme exacerbé, accablé par la défaite et frustré de n'avoir pu être enrôlé en 1939, va devenir un redoutable homme d'action. Son travail s'oriente dans trois directions :

- agent, s'il peut pénétrer les endroits dangereux, sous le pseudo de "René" ou de "Camille", il collecte d'abord l'information apportée par ses patients et la transmet à Suzanne Tony-Robert qui l'achemine à Paris, où elle reçoit également des directives. De plus, il met en place, à la fin de 1942, une filière d'évasion avec le Morvan et de passage en Espagne.

- élément recruteur, il fait jouer ses relations professionnelles hors le canton, diversifiant ainsi les renseignements mais également l'action éventuelle. Il gagne des confrères de Montereau comme les docteurs Delaigue "Frédéric" et Luthereau, noue des liens avec le docteur Mathieu de l'hôpital Laënnec, en relation avec les cheminots de Vaires, agrège le docteur Bertrand pour un réseau à Corbeil..

- soucieux d'information, dès le printemps 1943, il rédige une feuille ronéotypée dans une grange, route de Grégy, "Libération Ile-de-France", journal clandestin aux articles de fond signés "François Delaisne" (rappel de l'évolution italienne, bataille de Karkhov, les japonais aux Salomon, dans le numéro du 1^{er} août 1943, présentation du CNR, parallèle de Gaulle-Giraud, le 15 août...). Des écrits qui n'oublient pas les difficultés journalières et dont les valeurs spirituelles ne sont pas absentes.



Les Allemands interviennent à partir du 25 août 1943, suite à un parachutage et sans doute à la maladresse d'un résistant provinois. Jean Congy, pour protéger sa famille, refuse l'exfiltration vers Londres. Il est arrêté le 28 et, comme la plupart des agents de Brie, déporté à Buchenwald où il meurt le 25 janvier 1944.



Le docteur Congy

Le réseau continue avec Suzanne Tony-Robert et les résistants de "Libé-Nord".



À Brie-Comte-Robert, le monument en mémoire des résistants et déportés du canton

Verdelot et la vallée du Petit Morin, terres de résistance

Niché dans la vallée du Petit Morin, autour de son imposante église et de son prieuré du XII^e siècle, Verdelot c'est aussi 52 hameaux dispersés sur 2500 ha. On s'y est battu, face aux envahisseurs, en 1814, 1870, août 1914 et encore en juin 1940. Alors, dès le début de l'Occupation, on résiste. Avant même que ne se multiplient, au printemps de 1943, réseaux et mouvements, onze habitants de ce petit village ont déjà été arrêtés, déportés ou fusillés, dont neuf d'une même famille.



Verdelot

En septembre 1940, des tracts communistes clandestins circulent déjà, dénonçant Pétain et sa politique de collaboration. En décembre, on récupère une mitrailleuse sur un avion anglais abattu. André Gautier, un pionnier de l'OS, s'en charge. Il prend contact avec Albert Boyer, un cultivateur de Verdelot, lequel accepte que sa ferme de la Haute Croix serve de dépôt d'armes.



Albert Boyer



La ferme d'Albert Boyer

En 1941, dans les tracts qu'il rédige et imprime dans sa ferme, Albert Boyer invite "les paysans de Seine-et-Marne à cacher leurs produits et à ne pas livrer leur lait à l'occupant."

Le 15 août 1942, suite à une dénonciation, il est arrêté. Les armes ne sont pas trouvées. Deux cadres FTP, présents ce jour-là, parviennent à s'enfuir. Albert Boyer est fusillé le 5 octobre 1942. Sa dernière lettre porte en marge ces deux mots : Courage et Confiance.

Au sein de la même famille, Lucien Boyer, neveu d'Albert, est arrêté pour ses idées politiques dès janvier 1940. Il reviendra des camps de concentration nazis de Mauthausen et d'Ebensee en mai 1945.

Sa jeune nièce, Yvette Renac, avait été arrêtée pour les mêmes raisons en mai 1940 et libérée à la fin juin. Dès sa sortie, elle renoue des contacts notamment avec Jean Baillet, un responsable communiste, qui organise, à partir des fermes Boyer et Renac, le ravitaillement des dirigeants clandestins. Les fermes servent aussi de refuge pour de nombreux résistants et leurs familles. Jean Baillet sera arrêté et fusillé par les Allemands en août 1941.



La place Albert Boyer

Après avoir assumé diverses missions, Yvette Renac est arrêtée en avril 1942. Elle est déportée au camp de Ravensbrück. Un autre cultivateur de Verdelot, Étienne Rabot, qui participe à l'accueil et l'hébergement d'opposants au régime de Vichy, est lui aussi déporté à Sachsenhausen.

En mars 43, la répression frappe à nouveau la famille Boyer-Renac. Jean et Roger, les deux fils d'Albert Boyer, sont arrêtés et déportés. Jean, 19 ans, ne reviendra pas. Paul et Pierre, deux frères de Lucien Boyer, sont arrêtés. Paul est déporté. André Renac, 19 ans, le jeune frère d'Yvette, est arrêté et meurt en déportation. Gisèle, sa jeune sœur de 16 ans, est jetée en prison.

On voit se développer à partir de La Ferté-sous-Jouarre, les CDLR du Colonel Glaize de mars à novembre 1943, puis, à partir de Lagny et de Coulommiers, le mouvement Vengeance qui prendra une place prépondérante à la Libération dans le commandement des FFI du secteur.



Les FTP de Verdelot

Jusqu'au bout, les "fermes de la solidarité" de Verdelot poursuivent leur mission d'assistance. Au cours de l'été 1944, les Résistants du FN et du FPJ (désormais intégrés dans les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique - FUJP) et ceux des FTPF (maintenant intégrés dans les FFI), prennent une part importante dans la Libération, avec les lieutenants FFI Gustave Bidault, de Sablonnières, et Depors, un ancien élu municipal de Villeneuve-sur-Bellot qui avait été "déchu de son mandat" en janvier 1940. Et c'est à La Trétoire, chez Louissette Beaujard, puis chez G. Bidault, à Sablonnières, dans la vallée du Petit Morin, que le commandant Cheutin installe son poste de commandement dans les jours de la Libération.



Le massacre à la mairie de Chelles

Le 23 août 1944, après avoir entendu à la radio alliée que les troupes américaines étaient entrées à Meaux, le Comité local de Libération prend le contrôle des affaires publiques. La poste et le commissariat de police se sont déjà mis à sa disposition. A 11 heures, Charles Schlosser, dont le fils vient d'être fusillé au Bois de Boulogne, est désigné pour remplacer le maire nommé par Vichy.



La mairie dynamitée

Le calme règne jusqu'à la mi-journée du 24. Un sous-officier et un soldat allemands, ainsi qu'une dizaine de travailleurs allemands et italiens, sont faits prisonniers. Vers 16 h 45, des coups de feu éclatent aux abords de la mairie : les FFI, répondant aux directives de Rol Tanguy, engagent le combat contre un détachement automobile ennemi. Après deux heures de combat, les Allemands se retirent emportant leurs blessés et au moins un mort.

Le 25 au matin, se présente le sous-préfet de Meaux. La *Feldkommandantur* de Meaux lui a demandé de faire libérer deux officiers ennemis détenus par les FFI de Chelles, faute de quoi la ville serait mise à feu et à sang. Interrogés, les deux militaires allemands veulent rejoindre l'armée et partent avec le sous-préfet.

L'après-midi, des tirs nourris éclatent dans le parc de la mairie, beaucoup plus violents que la veille. Les FFI, inférieurs en nombre et en armement, se replient. Les personnes présentes à la mairie, dont Monsieur Schlosser, l'évacuent. Celui-ci y revient quelque temps plus tard par un autre chemin, s'y présente et demande à rencontrer le responsable. Traité de terroriste, il est menacé d'être fusillé. Conduit dans le parc, il voit arriver les FFI arrêtés et des personnes raflées dans le quartier. Parmi eux, Houssa Ouaïd qui a pris la place d'un enfant. Sur une trentaine d'otages, un tri a été effectué. Un groupe de jeunes gens terrorisés, raflés rue Adolphe Besson, est bousculé par les soldats. Les otages sont alignés le long du mur de la mairie. Des salves de mitraillettes retentissent puis des grenades sont lancées pour achever la tuerie.



Le mur de la mairie après la fusillade

Les survivants sont relâchés dans le triage proche. Charles Schlosser est libéré le lendemain après forces menaces. Alors que les Allemands reviennent le lendemain pour faire sauter la mairie, le maire est informé du sinistre bilan : 14 personnes ont été fusillées.



Aimé Auberville



Charles Castermant



Christian Mariey



Wladislaw Pusz



Georges Schoenfeld



Roger Barnadat



Lucien Gallet



André Verdeaux

Auberville Aimé, 51 ans
Barnadat Roger, 16 ans
Bothorel Jean, 20 ans
Castermant Charles, 30 ans
Closson Lucien, 36 ans
Gallet Lucien, 18 ans
Houssa Ouaid, 26 ans
Levasseur René, 33 ans
Mariey Christian, 17 ans
Pusz Wladislaw, 18 ans
Schoenfeld Georges, 30 ans
Verdeaux André, 16 ans
Et un algérien inconnu

Seul Moussa ben Abbès, combattant du 24^e régiment de Tirailleurs Tunisiens, a survécu. Il a dû être amputé d'une jambe. Fait prisonnier à Lille, il s'était évadé puis engagé dans la Résistance.

Qui étaient les fusillés de la mairie de Chelles ? Membres des FFI pour quelques-uns, habitants du quartier, travailleurs immigrés ou de passage à Chelles. Une plaque à la mairie commémore cette douloureuse journée.



Monuments dans le parc du Souvenir (parc de la mairie)



Les fusillés de Villeneuve-Saint-Denis

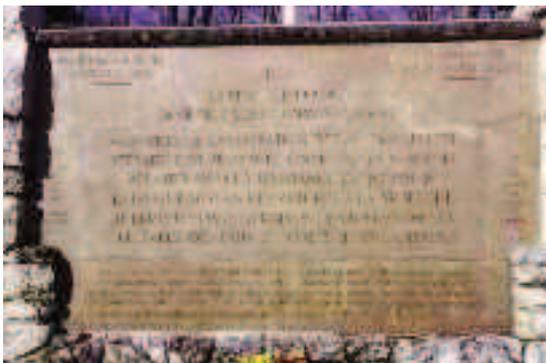
Le 10 novembre 1945, très tôt après le drame qu'il commémore, est inauguré à Villeneuve-Saint-Denis, près de la route départementale 21, en bordure de forêt de Ferrières, le monument des marbriers Fredan et Benoit, gravé par Léon Herrenthals.



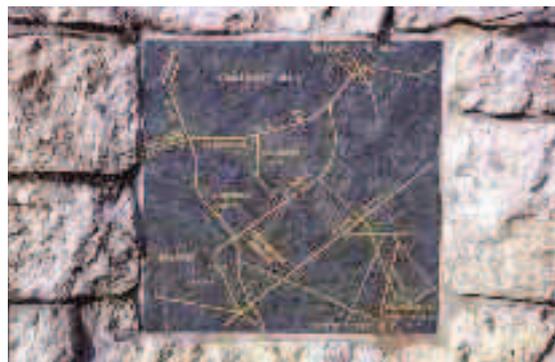
Le monument aux fusillés de Villeneuve-Saint-Denis

Trois murs composent le monument. Celui du centre est frappé des inscriptions principales. Les deux autres, de pierres apparentes, sont semés de plaques de marbre portant chacune un nom et une date de naissance sous une croix de Lorraine. Une croix de bois surplombe l'ensemble.

Ici, le 25 août 1944, une unité allemande, stationnée au hameau voisin de "La route", en retraite depuis la caserne Berthier de Paris et commandée par le capitaine Johan Wirck, a exécuté 11 jeunes résistants. Originaires de plusieurs communes du secteur, les jeunes gens appartenaient presque tous au groupe "Vengeance" de Tournan.



Détails du monument



Le sous-secteur de Tournan pour "Vengeance" émane de celui de Lagny, d'une création première et ancienne en Seine-et-Marne sous l'impulsion du commandant Henri Bouteiller. En l'été 1943, un groupe actif se constitue dans la région de Tournan, sous la direction de Maurice Vanderhaegen ("Vandair"). Son PC se tient à la ferme de la Bourgognerie, appartenant au fermier néerlandais Hooymans. Leur action se limite d'abord à des sabotages dans le secteur, mais aussi à l'hébergement de réfractaires et d'aviateurs alliés.

L'enrôlement se poursuit durant l'été 1944. Le groupe compte jusqu'à une quarantaine d'hommes, recrutés parmi les réfractaires et les gardes-forestiers. On fortifie la ferme et on s'entraîne militairement sous les ordres d'un capitaine britannique, capturé en Normandie et évadé, R.G. Powell.

C'est à la maison forestière de la Bretèche d'Hermière, chez l'un d'eux, le garde-forestier Henri Jambois, que Wirck et ses hommes ont capturé les 11 jeunes résistants. Il y a parmi eux des jeunes gens de Villemigeon : René Allais, Pierre Bisson, André Dupré, Christophe Plante, le forestier Lucien Cotel. Les cinq autres viennent de la Petite Fortelle : Michel Haby, Roger Havard, Claude Kieffer, Roger Marty et Christian Michel. Les deux plus âgés ont 25 ans et le plus jeune, 18.

Les 11 hommes sont exécutés par les nazis dans les bois de "la Hotté", au hameau du "Mail" près Villeneuve-Saint-Denis où se dresse aujourd'hui le monument.

Le groupe "Vandair" continuera de se battre encore au début de septembre à Armainvilliers. Ce massacre s'inscrit dans le bilan des atrocités allemandes de l'été 1944 (La Brosse-Montceaux, Le Gué à Tresmes, Chelles, Arbonne-la-Forêt, Chalautre...).



Les fusillés d'Arbonne-la-Forêt

Il s'agit de l'un des épisodes les plus dramatiques de l'occupation allemande dans le sud de la Seine-et-Marne.

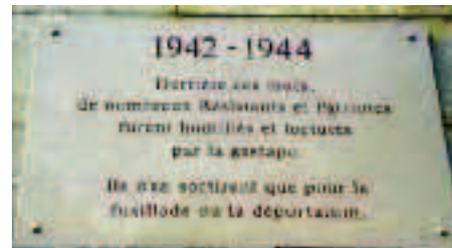
Au début de juillet 1944, alors que les combats font rage en Normandie où les Alliés ont débarqué un mois auparavant, l'aviation alliée bombarde en masse les voies de communication seine-et-marnaises.

Les réseaux de résistance et les maquis sont passés à l'action, multipliant les sabotages et les attentats qui entretiennent un climat d'insécurité et de tension.

La *Gestapo*, les *Feldgendarmes* et la *Milice* répriment sévèrement ce qu'ils appellent les "actes terroristes". Résistants et maquisards sont abattus sur le champ ou emprisonnés, pour être interrogés et torturés. En cela, Wilhelm Korf et son équipe, qui appartiennent à la *Gestapo* de Melun, se distinguent particulièrement dans la région. Des otages sont raflés en grand nombre. Otages, résistants et maquisards sont internés dans la prison de Fontainebleau, rue du sergent Perrier, et dans son annexe, la caserne Damesne.



La prison de Fontainebleau devenue aujourd'hui musée de l'histoire pénitentiaire



Plaque apposée sur le mur de la prison

Le 21 juillet 1944, dans la cour de la prison, 22 détenus, mains liées dans le dos, reçoivent l'ordre de monter dans un camion. Ils sont dirigés vers une destination inconnue. Le camion revient vide. Dans l'après-midi du 17 août, le même scénario se reproduit. Cette fois, ce sont 17 prisonniers qui sont emmenés.

Le 7 décembre 1944, alors qu'ils viennent chercher du sable dans un ancien terrain d'exercice militaire situé au cœur de la plaine de Chanfroy, des soldats américains découvrent des corps en creusant le sol. Les autorités sont alertées. Un déblaiement délicat est effectué qui permet la mise à jour de deux charniers distincts. Trente-six cadavres sont découverts : le nombre des détenus disparus de la prison de Fontainebleau.



La première fosse et le monument



Monument des fusillés



Le monument des fusillés du 17 août 1944

Il s'avère que les massacres ont été perpétrés à la mitraillette. On retrouve sur place quantité de douilles de 9 millimètres. L'identification des corps se révèle très difficile. L'un des fusillés ne sera jamais identifié.

Le 14 décembre 1944, des funérailles nationales se déroulent à Fontainebleau. La plupart des corps des victimes ont été rendus à leurs familles. Quelques dépouilles sont inhumées dans le grand carré militaire de Fontainebleau.

*Tombes de fusillés d'Arbonne-la-Forêt
au cimetière de Fontainebleau*



Le monument aux fusillés d'Arbonne-la-Forêt au cimetière de Fontainebleau



Les Oblats de la Brosse-Montceaux

Dès 1941, des Oblats du scolasticat de La Brosse-Montceaux sont engagés dans la Résistance. Des journaux résistants circulent et des faux papiers sont fabriqués au séminaire. En juillet 1944, des opérations de parachutages d'armes et de munitions se déroulent à proximité. Les armes sont ensuite cachées et acheminées grâce à la complicité des Oblats.

Le château de La Brosse-Montceaux



La majorité des séminaristes est ignorante de ces activités clandestines. Seuls quelques religieux, parmi lesquels le père Pierre Letourneur, économe, et le père Henri Du Halgouet, ont des contacts avec les réseaux de résistants. Le père Henri Tassel, supérieur de la communauté, est néanmoins au courant de toutes ces activités.

Le matin du 24 juillet 1944, la propriété est investie par des soldats de la *Wehrmacht*. Les opérations sont dirigées par Wilhelm Korf, un SS, ancien professeur de géographie, appartenant à la *Gestapo* de Melun.

La troupe fouille le château et les dépendances. Les Allemands recherchent les caches d'armes et de munitions, et traquent les pères Letourneur et Du Halgouet, dénoncés comme résistants. Ils sont absents de la propriété. Les interrogatoires se succèdent et les méthodes deviennent de plus en plus brutales. Cinq Oblats, les frères Jean Cuny, Lucien Perrier, Joachim Nio et les pères Albert Piat et Jean Gil sont torturés. Il semble que Korf ait été renseigné sur leurs activités clandestines. Malgré les brutalités et les tortures, les Oblats ne parlent pas.

LES OBLATS MASSACRÉS LE 24 JUILLET 1941



Albert Piat



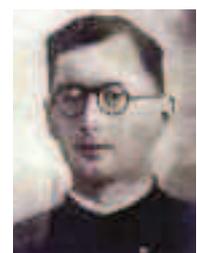
Gilbert Christian



Jean Cuny



Joachim Nio



Jean Perrier

Les Allemands finissent par découvrir des voilures de parachutes et leurs conteneurs dans un puits désaffecté. Mais il manque les armes et les munitions. Korf s'acharne alors sur les cinq Oblats pour leur faire avouer où se trouve le matériel parachuté. Les Oblats restent silencieux. Korf les abat froidement à la mitrailleuse l'un après l'autre. Leurs corps sont jetés dans le puits.



Un mémorial a été construit en 1946 sur le lieu même du massacre. Il se présente sous la forme d'un autel d'où s'élève une grande croix



Cinq croix blanches marquent les emplacements où, le 24 juillet, sont tombés les Oblats

Les 85 religieux de la communauté ont assisté au drame. Ils sont emmenés et internés à la caserne Damesme à Fontainebleau pour, quatre jours plus tard, être transférés à Compiègne-Royallieu, un camp de transit avant la déportation en Allemagne. Ils y restent pendant un mois. Ils sont ensuite abandonnés par leurs gardiens allemands qui fuient devant l'avance alliée.



Le bombardement de Tournan du 22 juin 1944

Le 22 juin 1944, à 19 h 30, des avions alliés bombardent la ville de Tournan, chef-lieu de canton de 2 365 habitants. Si la gare est faiblement touchée (2 voies coupées), l'agglomération reste meurtrie à jamais. Le rapport de police affirme que si toutes les maisons ont été plus ou moins atteintes (200 selon la presse), les bombes ont détruit la ville "aux deux tiers" avec 77 immeubles rasés. L'église Saint-Denis qui avait traversé l'histoire sans encombre depuis le XIV^e siècle n'existe plus.



Le quartier le plus touché de Tournan : 18 morts à ce carrefour



L'église en ruines, le clocher encore debout s'abattrait quelque temps plus tard

À première vue, il est difficile de justifier ce bombardement. Quel était son objectif ? La coupure de la RN 4 ? Peu probable à plus d'un mois de la percée d'Avranches. Le château d'Armainvilliers, tenu par la Luftwaffe ? On peut justement avancer la proximité de Gretz-Armainvilliers.

Gretz se trouve sur la ligne Paris - Mulhouse - Bâle, ainsi que sur la ligne Vitry-le-François - Coulommiers. Une voie, celle de Verneuil à Marles, joint ces deux grandes lignes. Ces liens font de Gretz une cible pour l'aviation alliée qui cherche à détruire les grands axes et les stations de raccordements.

Ce 22 juin, à la même heure, une vague d'environ 130 bombardiers attaque la gare de Gretz. Les avions coupent les voies en 1 000 impacts à Gretz, tuent un cheminot allemand mais, dans la ville avoisinante, détruisent, selon les chiffres figurant sur la plaque du monument aux morts, 282 immeubles, tuent 60 personnes, en blessent grièvement 90...

Il n'y a a priori aucun lien entre les deux bombardements. Pour certains, la quasi-destruction de la ville de Tournan serait une erreur de la part de l'aviation alliée, ce qui nourrit "l'indignation" d'une presse aux ordres. D'autres avancent la théorie selon laquelle cette commune se trouvait sur un axe routier couramment emprunté par les troupes ennemies.

On avance dès l'événement un chiffre variant selon les sources. Selon un rapport des renseignements généraux, adressé le lendemain à la Préfecture, 37 morts ont déjà été identifiés le 23 juin, dont Jean-Paul Lebrun (petit-fils de l'ancien président de la République). Une plaque apposée sur le monument aux morts du sculpteur Feinberg donne des chiffres plus élevés que nous retiendrons comme définitifs : 57 morts.

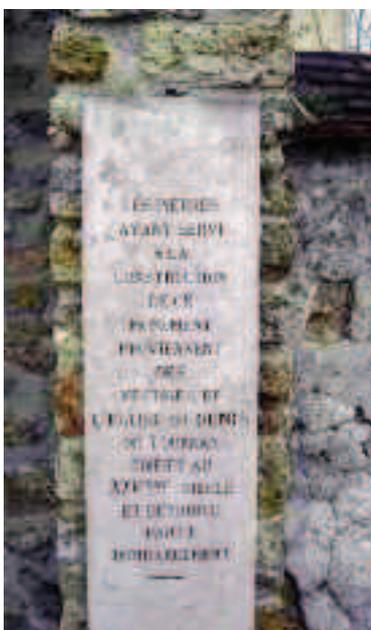
La plaque du monument de Tournan, inaugurée le 11 novembre 1948 - sans omettre l'exécution de 11 jeunes résistants du groupe Vengeance à Villeneuve-Saint-Denis, les 5 déportés - affirme que "*la ville [est] restée digne sous l'occupant. Très cruellement éprouvée le 22 juin 1944 à la suite d'un bombardement allié...*"



Il faut déblayer et reconstruire...



Le monument aux victimes du bombardement dans le cimetière de Tournan



Détail du monument

La gare de Vaires-Triage

Vaires-Triage est implanté sur la commune de Chelles pour la plus grande partie, sur la commune de Brou et à proximité de la gare de Vaires, d'où son nom. Sa construction commence en 1924 et s'achève en 1931. Les trois grandes cités cheminotes de Vaires, Brou et Chelles complètent son développement.

Alors que l'occupation allemande se fait plus pesante, apparaissent les premières manifestations d'une résistance qui s'organise : des groupes de FTP (Francs Tireurs et Partisans) se forment à Vaires en 1942. Leurs actions sont de plusieurs ordres : ils changent les étiquettes des wagons qui partent ainsi dans de mauvaises directions, sabotent des fils de signalisation, utilisent des substances corrosives ou chimiques pour détériorer les roulements, ce qui nécessite des réparations, donc des retards... S'ensuit la répression avec une enquête conduisant à l'arrestation, le 14 septembre 1942, d'une vingtaine de cheminots qui sont livrés aux Allemands. 6 sont fusillés, les autres sont déportés. D'autres mouvements ou réseaux (Vengeance et Buckmaster notamment) sont présents en 1943/44 et développent leurs actions en liaison avec Londres.

Dès le début de 1944, en vue du débarquement, le "transportation plan" prévoit la destruction des points stratégiques des réseaux ferroviaire et routier français. Afin d'atténuer les pertes prévisibles, Eisenhower ordonne *"avant chaque raid d'avertir par radio et par tracts, la population menacée afin qu'elle évacue temporairement les objectifs visés"*. A dater du 18 mars 1944, commence ainsi l'évacuation des enfants et des mères à Chelles, Brou et Vaires dans un périmètre de 500 mètres autour du triage, périmètre élargi par la suite.

Le 29 mars 1944, plusieurs trains de troupes allemandes, dont une unité de blindés en partance pour le front de l'est et un train de munitions, stationnent sur le triage. Cela représente une opportunité d'action pour la résistance locale, qui en informe Londres. A 21 h 30, 4 Mosquitos marquent le terrain et 78 bombardiers Halifax attaquent le triage.



La gare de Vaires au lendemain du bombardement du 29 mars 1944

L'explosion du train de munitions détruit les vitres à plus de 10 kilomètres à la ronde. Parmi les troupes allemandes consignées dans leurs trains, les pertes sont énormes. Des bombes, tombées près du triage, tuent, blessent et occasionnent de grosses destructions.



Place centrale de Brou après un bombardement

Trois autres bombardements vont avoir lieu : le 28 juin à 3 heures du matin, le 8 juillet à 2 heures et le 18 juillet à 18 heures. Un bombardement prévu le 12 juillet est annulé en raison d'une météo défavorable. Ces bombardements occasionnent d'importants dégâts sur le triage qui est reconstruit immédiatement. Mais le but visé est atteint : une importante perturbation dans les transports de l'armée occupante, qui freine l'arrivée des renforts allemands en Normandie. Il est pourtant à regretter de nombreuses pertes humaines : des dizaines de morts et des centaines de blessés.



Le triage bombardé

Les pertes matérielles sont tout aussi conséquentes : deux écoles et plus de cent immeubles détruits, des centaines de maisons parfois gravement endommagées.



Vue partielle de la gare de triage reconstruite entre 1955-1960 (carte postale de l'époque)



La gare de Vaires-Triage aujourd'hui



La bataille de Valvins

Août 1944 : les dépôts de munitions du secteur de Fontainebleau-Avon sont soumis à des explosions depuis plusieurs jours. On entend le grondement des canons américains, vers le sud-ouest. Essentiellement de nuit, les unités allemandes battent en retraite en convois hétéroclites.

Mercredi 23 août 1944 au matin, un petit avion de reconnaissance américain survole l'agglomération. L'arrière-garde de la *Wehrmacht* se replie vers le pont de Valvins. Le même jour entre 14 h 00 et 14 h 30, des soldats américains arrivent par la route de Milly-la-Forêt - Arbonne. Des fantassins en longues colonnes encadrent des jeeps et des véhicules blindés. Ce sont les éléments avancés de la 5^e DUIS, avant garde du 20^e corps de l'armée Patton. La population libérée laisse éclater sa joie : on sort les drapeaux, on s'embrasse...



Sur la route de Valvins, les américains poursuivent prudemment leur progression derrière un char

Après Fontainebleau, les Américains empruntent la grande avenue du chemin de fer. Alertés par des résistants, une patrouille contourne le vieil Avon et désamorce trois charges de dynamite destinées à faire sauter le pont de la gare.

La division américaine continue à déferler avec son impressionnant matériel. Bientôt, les véhicules s'arrêtent sur les avenues. On entend une vive canonnade vers Valvins et la Seine : les Allemands ont détruit le pont et se sont retranchés en "bouchon retardateur" derrière le fleuve à Vulaines, à Samoreau, profitant ainsi de l'abri de la tranchée ferroviaire. De plus, la météo ralentit l'avancée américaine. Le génie tente à plusieurs reprises de lancer son pont de bateaux, chaque fois coupé par les tirs adverses. Le clocher de Vulaines, qui servait de poste d'observation aux Allemands, est détruit par un tir d'artillerie.

Des batteries américaines de 105 et de 155, installées sur le polygone et à Fontainebleau, pilonnent les villages occupés et les retranchements allemands. Un jeune enfant de troupe, Robert Tocchio, propose à l'officier commandant l'infanterie d'accompagnement, de faire passer la Seine en pirogue dans un angle mort des tirs. Avec un copain, André, ils vont, pendant plus de 3 heures, effectuer des navettes à la nuit tombée pour transporter, un par un, des commandos. Si bien qu'une tête de pont se forme, assez solide pour résister à de vives réactions de l'ennemi qui cherche à reprendre pied de l'autre côté lui aussi.



En fin d'après-midi, le génie américain tente d'assembler le pont de bateaux pneumatiques

Jeudi 24 août au matin, le pilonnage d'artillerie reprend, soutenu par des tirs directs des chars situés sur la rive côté Avon. La petite tête de pont facilite le passage en bateaux pneumatiques d'éléments plus nombreux et d'armes plus lourdes. Le génie peut assembler son pont provisoire.

En fin de journée, le pont flottant est solidement assemblé. Les colonnes motorisées, l'infanterie longtemps bloquée, traversent en hâte, refoulant les Allemands dans la direction de Montereau et de Provins.

Côté américain, on compte 180 tués, et côté allemand probablement 800. Les dégâts matériels sont innombrables.

Pour son exploit, Robert Tocchio reçoit la Croix de Guerre des mains du général Koenig et une médaille de la valeur américaine.



Robert Tocchio



La traversée de la Seine à Saint-Fargeau-Ponthierry

Le 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines débarquent en Normandie pour une des plus grandes opérations militaires de tous les temps. Malgré l'action des résistants et des FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) qui multiplient les destructions des infrastructures et des lignes téléphoniques pour gêner la défense allemande, les Alliés mettent plusieurs mois avant d'atteindre la région de Saint-Fargeau-Ponthierry.

La 3^e armée du général Patton, chargée de se diriger vers l'est de Paris, contourne la capitale par le sud. La Seine est un obstacle majeur à franchir, d'autant que les Allemands ont fait sauter la plupart des ponts. Celui de Saint-Fargeau-Ponthierry est détruit le 19 août alors que les Américains sont encore à quelques dizaines de kilomètres de la ville.

La Résistance est mise à contribution : les services secrets américains ont demandé au Docteur Limoge de trouver un passage approprié pour le franchissement de la Seine. Ce sera une ruelle à Tilly, celle qui, partant de la place des Sept Frères (aujourd'hui place Patton), au bord de la D141E, rejoint le chemin de halage en contrebas en formant un S : cette configuration topographique permet aux Américains d'observer les Allemands sans être vus.

A l'arrivée des Américains, Alphonse Fercot réunit les FFI et l'ensemble des résistants locaux pour aider les Alliés. Il fait dresser l'inventaire des armes puis les distribue. Fercot raconte : *" le groupe d'attaque garde les châteaux d'eau, la poste, les mairies, la gendarmerie avec dix hommes armés. Des gendarmes viennent grossir la phalange. Plusieurs attaques ont lieu contre des convois allemands. Un des nôtres est tué, un convoi allemand entier est capturé"*.

Le 22 août 1944 les Américains arrivent d'Orgenoy et de Pringy par la N7, avec le matériel lourd et les chars, et de Saint-Sauveur, Brinville et Jonville avec les fantassins et le matériel léger.

Les Américains traversent Saint-Fargeau-Ponthierry et se dirigent vers la Seine sous les acclamations de la population en liesse.

Les Allemands basés à Sainte-Assise commencent à donner l'artillerie. Pour traverser la Seine, le général Patton a donné l'ordre de construire un pont flottant à l'endroit choisi par le Docteur Limoge. Aujourd'hui le lieu est marqué par une stèle à l'effigie du général. Afin que les chars puissent circuler dans cette rue, il a fallu procéder en toute hâte à un élargissement du passage sous la voie ferrée.

Le 23 août, les Américains lancent des tirs de barrage de Tilly vers Seine-Port, ainsi que de Saint-Fargeau sur la plaine de l'Ormeteau, afin de protéger la construction du pont flottant et de faciliter la traversée des premières barques de fantassins américains, dont l'objectif est de sécuriser la rive droite et la construction du pont.

Le soir même, débute la construction du pont qui se poursuit toute la nuit malgré un orage violent. Le lendemain à l'aube, les hommes, les chars et les engins commencent la traversée.



Les troupes du général Patton traversent la Seine

Le général Patton prend très vite la décision de construire un deuxième pont flottant à Saint-Fargeau, aux environs de la gare, pour accélérer l'avancée de son armée dont une partie arrive de l'Essonne. Les chars passant par Saint-Fargeau descendent l'avenue de la gare, d'autres arrivent par l'allée Bourette. Pendant plusieurs jours, c'est un passage ininterrompu de matériel et d'hommes - entre 400 000 et 700 000 selon les sources. Ce passage de la Seine ouvre les portes à la libération de la région melunaise, mais aussi les routes vers le nord et l'est de la France.

Cette fonction stratégique a été reconnue par le général de Gaulle en personne et par l'État qui délivre la Croix de Guerre à la commune que l'on retrouve aujourd'hui sur le blason de la ville.

A l'occasion des manifestations du 60^e anniversaire de la Libération, des vétérans de l'armée Patton qui ont traversé la Seine à Tilly ont été reçus à Saint-Fargeau-Ponthierry.

Le monument Mérelle à Meaux

Dans ce qu'on peut appeler la mémoire de pierre, de ces stèles fixant les hauts lieux ou les grands événements sans pour autant les figer, la ville de Meaux donne à voir un monument exceptionnel, très beau et très émouvant, le "déporté" du sculpteur René Mérelle.



Le monument Mérelle à Meaux

Cette statue représente un homme debout dans une tenue de déporté, adossé à une esquisse de croix, un soleil apparaissant derrière lui. Si l'emplacement choisi est aléatoire, dénué de sens (une petite place devant le palais de justice), la date d'inauguration est plus significative : le 11 novembre 1948. Cette rencontre des deux conflits mondiaux, non exceptionnelle, apparaît en effet dès 1944 quand, dans un calendrier patriotique, les célébrations de la victoire de la Bataille de la Marne suivent quasi-immédiatement la Libération.

Les célébrations s'imbriquent en ce 11 novembre 1948. Le cortège formé à l'hôtel de ville se rend d'abord au monument aux morts de la place Doumer pour l'apposition de la plaque de la Seconde Guerre mondiale. Ensuite, a lieu l'inauguration de la stèle qui glorifie le sacrifice de tous les déportés. En réalité, ce monument est dédié aux victimes civiles du nazisme. Après l'allocution du président du comité d'érection, Hervieu (il s'agit d'une souscription publique), on procède à l'appel des noms et Pascal Greffe, poète local, lit un sonnet de sa composition. Yves Berton rend hommage aux résistants et déportés. C'est ensuite qu'on se rend au carré militaire sur les tombes des morts de la guerre 14-18.

Debout, tourné vers sa gauche et vers le soleil dégagé derrière sa tête, le déporté de Mérelle laisse sur la croix des espaces pour y graver des noms. Six noms forment les rayons du soleil. Sur la partie droite, sous un fusil gravé, deux autres noms, évocation d'exécutions, à Meaux, affirmant ici un martyrologe moins tragique qu'à Chelles par exemple. Suit l'inscription STO sur 11 noms dont 7 ont pu être identifiés sur les 83 que compte le département.

À gauche, 3 bombes également stylisées ouvrent une liste de 26 noms suivis de la signature en écriture cursive de Mérelle. L'originalité réside dans cette sorte de calligramme de 18 noms représentant une croix de Lorraine dans le V de la victoire : noms et prénoms dans des graphies variées pour cette évocation de la déportation. On lira le nom de François de Tessan mais aussi quatre fois ce nom de Lehmann, évocation de la déportation raciale, excluant pourtant toute autre référence.

Sont ainsi réunis 63 noms, hors les 59 militaires du monument de la place Doumer. La liste demande sans doute à être complétée par le rajout de noms figurant par ailleurs (stade et usine à gaz, plaque apposée à l'école de la rue Fatou...), car si 29 déportés de Meaux ont pu rentrer, 35 sont morts dans les camps.

Nanteuil-Saâcy, le dernier convoi

Le 15 août 1944, les Allemands vident de leurs occupants les prisons de Fresnes et de Romainville. Les troupes alliées approchent de Chartres. À Paris, c'est le début de l'insurrection et, dans le midi de la France, commence le débarquement.

Dans la gare de marchandises de Pantin, 2 400 Résistants, 1 654 hommes et 546 femmes, sont entassés dans 30 wagons. Ils sont les derniers détenus français à partir en déportation depuis la région parisienne. Le voyage s'effectue dans des conditions effroyables du fait de la chaleur qui règne, et une nuit sera nécessaire pour effectuer les 70 kms qui séparent la gare parisienne du tunnel de Luzancy. En effet, le pont enjambant la Marne vient d'être coupé par l'aviation alliée, ce qui ralentit considérablement toute progression ferroviaire. Aux côtés du convoi se retrouve bloqué un train de voyageurs. Celui-ci emmène des auxiliaires féminines de la *Wehrmacht*, des miliciens et des collaborateurs fuyant la France, chargés de leurs bagages et d'une masse impressionnante d'objets provenant de pillage.



Plaque sur les murs de la gare de Nanteuil-Saâcy

Durant toute la journée du 16 août, entre la plaine de Luzancy et la gare de Nanteuil-Saâcy, les prisonniers vont devoir, encadrés par les SS, transporter le butin de leurs bourreaux. Parfois enchaînés, ils portent jusqu'à un autre train, qui attend dans

"la tranchée de Citry", des valises, des caisses de champagne, et même un piano à queue... Certains prisonniers, épuisés et assoiffés, sont abattus sur place par les SS. Cependant, une quinzaine d'entre eux, dans un état lamentable, peuvent, grâce aux efforts de la Croix Rouge locale, être arrachés au convoi.

Au cours de cette journée, la population n'a de cesse d'apporter son aide aux déportés. En dépit de l'opposition des gardiens nazis, elle s'efforce de les soutenir en distribuant des boissons ou de la nourriture. Ces habitants permettent même de faire aboutir quatre évasions. Mais le soir du 16 août, le convoi reprend sa route vers l'Allemagne. Quatre jours plus tard, les hommes pénètrent dans le camp de Buchenwald. Les femmes continuent vers le camp de Ravensbrück où elles arrivent le 21 août. "*Ma première vision : des civières sur lesquelles on transportait des cadavres*" relate Suzanne Mohn qui faisait partie du convoi.

Sur les presque 1 300 déportés envoyés dans l'enfer de "Dora Erlich", seulement 280 en reviennent. Quelques noms parmi les déportés du "dernier convoi" témoignent d'une grande diversité d'appartenance à la Résistance. Parmi eux : Florentine Auribault d'Émerainville, le marquis De Roy de Villecerf, Maurice Braun, chef du réseau Ernest Publican, l'abbé Hénocq, René Piketty, directeur de la "Générale meulière" de La Ferté-sous-Jouarre.

La rafle des Juifs à La Ferté-sous-Jouarre

Au cours du XIX^e siècle, une trentaine de familles françaises, de confession israélite, originaires de Lorraine et d'Alsace, s'installent à La Ferté-sous-Jouarre. Elles sont bien accueillies et s'intègrent aisément à la population locale, majoritairement ouvrière et paysanne. Leur attachement à leur identité religieuse ne les empêche aucunement de participer au développement économique de la commune. A la veille de la guerre de 1940, cette communauté israélite, qui compte une centaine de membres, est parfaitement intégrée à son environnement social.

Pendant toute la durée de l'occupation allemande, des soldats allemands stationnent dans la commune. Des propriétés sont réquisitionnées par l'armée pour le fonctionnement des services. A partir de 1940, les lois antisémites du gouvernement de Vichy frappent les Juifs, les excluent socialement et les étranglent économiquement. En 1942, ils sont contraints au port de l'étoile jaune.



À La Ferté-sous-Jouarre, la vie quotidienne des Israélites est, comme partout en zone occupée, empoisonnée par des interdictions de toute sorte : interdiction de faire ses courses à certaines heures de la journée, interdiction d'accès à certains emplois, à certains commerces, etc.

En 1943, la population israélite de la commune est relativement âgée. En effet, la plupart des membres de la communauté sont partis depuis plusieurs mois pour se réfugier en zone libre. Ceux qui sont restés pensent être à l'abri d'une arrestation : ils sont français depuis plusieurs générations, quelquefois anciens combattants de la Grande Guerre et à l'écart de toute action susceptible de répression de la part du gouvernement de Vichy et des Allemands. Ils ne croient pas à des répressions infondées.

Pourtant depuis 1942, des arrestations individuelles, à caractère racial, ont lieu à La Ferté-sous-Jouarre et dans les environs. Le 22 octobre 1943, des agents de la *Gestapo* arrivent avec l'intention d'arrêter les Juifs restés dans la ville. Les circonstances de ces arrestations sont méconnues : il ne semble pas y avoir eu de brutalité excessive ce jour-là et la population civile n'a pas manifesté de réactions particulières. Au total, 14 personnes sont arrêtées lors de cette rafle. 4 d'entre elles sont internées à Drancy dans des conditions de vie pénibles et y restent jusqu'à la libération du camp en août 1944. Les dix autres sont déportées à Auschwitz et périssent gazées, pratiquement dès leur arrivée dans le camp d'extermination.



La centrale de Melun : la révolte des internés

A partir de 1941, la prison centrale de Melun, affectée à des détenus de droit commun purgeant de lourdes peines, voit l'arrivée de dizaines de résistants communistes. Ceux-ci ont été condamnés par les tribunaux spéciaux instaurés par le gouvernement de Vichy. La centrale de Melun est gérée par les autorités judiciaires françaises, sous contrôle sévère de la *Gestapo*.



Plaque apposée à l'entrée de la centrale



La centrale de Melun

Au cours de l'hiver 1942-43, les prisonniers politiques sont au nombre d'une centaine. Les conditions d'incarcération sont particulièrement rudes, en attestent des rapports préfectoraux faisant état d'une surmortalité importante (90 morts durant l'année 1943). Cela s'explique par une alimentation insuffisante et de mauvaise qualité, ainsi qu'une surpopulation dans un établissement vétuste.

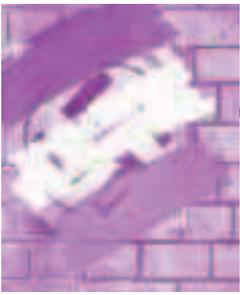
La Résistance s'organise à l'intérieur de la prison : on prépare par exemple un journal clandestin. La situation devient explosive quand un convoi de 250 résistants communistes arrive, le 20 septembre 1943, en provenance de la centrale de Poissy. A leur arrivée devant la prison, ils chantent la Marseillaise devant les gendarmes et les gardiens médusés. Quand l'administration veut les obliger à fabriquer des filets de camouflage pour la *Wehrmacht*, ils leur opposent un refus catégorique. Les meneurs de ces expressions patriotiques sont astreints au régime du "mitard".

Les manifestations bruyantes ne cessent pas pour autant. Les cris traversant les hauts murs se propagent jusque dans la ville. D'âpres discussions entre le directeur, le représentant du préfet et les délégués désignés par ces détenus leur accordent d'être séparés des prisonniers de droit commun. Les ateliers deviennent salles d'études. Des cours et des conférences sont donnés par les prisonniers les plus qualifiés.

Les prisonniers préparent une évasion collective avec l'aide de l'extérieur et de plusieurs gardiens. L'opération est lancée le 23 novembre 1943. Profitant de la nuit, et grâce aux complicités, de nombreuses cellules sont ouvertes. Suite à un incident imprévu, les prisonniers doivent regagner à la hâte leurs cellules.

Cet échec ne décourage pas les "politiques". Une seconde tentative est prévue pour la nuit du 14 au 15 décembre. Mais, le 13 décembre au matin, plus de 400 détenus sont transférés à la prison de Châlons-sur-Marne, jugée plus sûre. Ils seront ensuite internés au camp de Compiègne et déportés le 12 mai vers Buchenwald.

Lorsque les Alliés libèrent Melun et sa prison le 24 août 1944, il ne reste plus que quelques prisonniers à la prison centrale. La plupart sont déjà partis dans les camps de concentration.



BRIGADES INTERNATIONALES – Unités de volontaires étrangers (près de 35 000) en majorité communistes qui s'engagent, en 1936, pour défendre le gouvernement républicain espagnol.

FELDGENDARMERIE - C'est l'autorité militaire qui maintient la discipline au sein des troupes d'occupation. Elle n'intervient dans le domaine répressif que comme force d'appoint.

FELDKOMMANDANTUR – Administration préfectorale allemande installée dans le chef-lieu de chaque département.

FFI - Forces Françaises de l'Intérieur. Nom donné en 1944 à l'ensemble des forces de la Résistance intérieure, toutes tendances politiques confondues unifiées par l'action du Comité français de Libération nationale.

FFL - Forces Françaises Libres. Nom donné aux unités formées de volontaires recrutés par le général de Gaulle à Londres.

FN - Le Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France. Mouvement créé en 1941 par le Parti Communiste français dont la branche armée est le FTPF.

FTPF – Francs Tireurs et Partisans Français. Ensemble des unités paramilitaires résistantes.

GESTAPO – Abréviation de *Geheime Staatspolizei*. Police secrète de l'Allemagne nazie, créée par Goering en 1933 puis dirigée par Himmler. Elle intervient sur toute la France à partir de 1942.

KRIEGSMARINE – Marine militaire allemande.

LUFTWAFFE – Aviation allemande.

MAQUIS – Organisation clandestine tardive suscitée surtout par le refus du STO (Service du travail obligatoire). Les maquisards, souvent regroupés dans des régions boisées, mènent des combats de guérilla contre l'occupant.

MILICE – Police politique créée sur décision de Pierre Laval, chef du gouvernement en janvier 1943. Plus active en zone sud, elle est une force particulièrement répressive à l'égard de la Résistance.

MOUVEMENT – Groupe clandestin aux effectifs plus larges que le réseau. Ces motivations s'inscrivent dans un cadre idéologique (politique, syndicaliste...).

NN, NACHT UND NEBEL, NUIT ET BROUILLARD - Catégorie de déportés, résistants des pays occupés et qui devaient disparaître dans les camps sans laisser de traces à la suite d'un décret du Reich en date du 7 décembre 1941.



OBLAT - Membre de l'ordre religieux des Oblats de Marie Immaculée (OMI).

OS – Organisation spéciale. Groupe militaire à l'origine des FTPF.

SCOLATISCAT - Maison où les jeunes religieux font leurs études de philosophie et de théologie.

RESEAU - Organisation clandestine et cloisonnée de Résistants considérés comme agents ayant des missions précises : renseignements, évasions, sabotages.

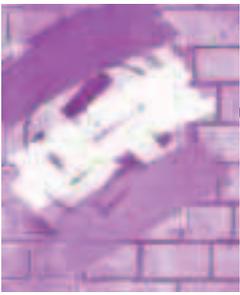
SDN – Société des Nations. Organisation internationale fondée après la Première Guerre mondiale dont le rôle est d'assurer le maintien de la paix dans le monde.

SOE - *Special Operations Executive* (Service des Opérations Spéciales). Service britannique en place dès 1940 en France. Il est chargé d'organiser le sabotage, l'armement et l'instruction des maquis.

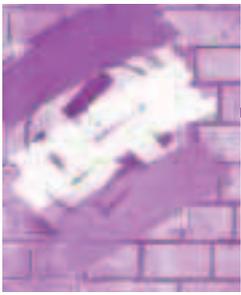
SFIO - *Section Française de l'Internationale Ouvrière*. Sigle désignant le Parti Socialiste français.

STO ET REFRACTAIRES - Service du Travail Obligatoire pour les jeunes hommes. Instauré en 1943, il est un prétexte au prélèvement de main-d'œuvre pour l'Allemagne. Ceux qui essayent de s'y soustraire sont des réfractaires.

WEHRMACHT – Armée allemande sous le IIIe Reich.



- Braunschweig M., Gidel B., *Les déportés d'Avon*, La découverte, 1989
- *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de Chelles*, N°11, 1992
- *Les cahiers de la Résistance seine-et-marnaise*, éd. ANACR
- Cherrier C., Roy R., *La Résistance en Seine-et-Marne (1939-1945)*, Presses du village
- Cohen P., *La Ferté-sous-Jouarre, la communauté israélite de 1800 à 1950*, éd. Christian, 2003
- Cherrier C., *Mort pour la France*, CDDP, 1991
- Cumont J., *Les volontaires de Neuilly-sur-Marne et le groupe Hildevert*, éd. Amatteis
- Cariat L., *Ici chacun son dû*, La Pensée Universelle, 1973
- *Ici Saint-Fargeau-Ponthierry, les habitants parlent aux habitants*, ARH Fil d'Ariane, 2004
- Lorrain-Dierbach Frédérique, *Le soir où la nuit tomba trop tôt*, éd. Amatteis, 2004
- *Parcours de visite des hauts-lieux de mémoire à Fontainebleau - Avon et dans les environs 1940-1945*, Souvenir Français, 2002
- Plancke R.C., *La Seine-et-Marne 1939-45*, 4 volumes, éd. Amatteis, 1985
- *Guide des archives 1939-1945*, Conseil général de Seine-et-Marne, 2005
- *Affiches de guerre (1939-1945)*, Collection Bernard Taboureau, Conseil général de Seine-et-Marne, 2005



**Conseil général de Seine-et-Marne
Direction des Archives départementales**

Seine-et-Marne Tourisme

**Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre
Commission départementale de la Mémoire**

LE COMITÉ DE RÉDACTION

BERLEMONT Johanne, Déléguée à la Mémoire Combattante/ ONAC de Seine-et-Marne,

FOURCADE Nathalie, Chef du service éducatif et culturel/ Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées départementaux,

PIAT Barbara, Médiateur Culturel/ Direction des Archives, du Patrimoine et des Musées départementaux.

CHERRIER Claude, Conseiller ONAC de Seine-et-Marne,

GALLEY Claude, Société Historique et Archéologique de Chelles,

PAMART Bernard, Conseiller ONAC de Seine-et-Marne,

PETIT Marcel, Conseiller ONAC de Seine-et-Marne, Président de l'Association des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes de Seine-et-Marne,

PIERRONNET Guy, Association nationale des Anciens Combattants de la Résistance,

ROY René, Association Départementale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes,

ZYLBERSZTEJN Claude, Société Historique et Archéologique de Chelles,

Avec le concours de James GRELAT, Raymond BARBETTE et Claudine BARRAULT.

CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE

Johanne BERLEMONT (ONAC), Yvan BOURHIS (DAPM), Claude CHERRIER, Bernard PAMART, Marcel PETIT, Guy PIERRONNET, Claude ZYLBERSZTEJN, le Musée de la Résistance Nationale de Champigny-sur-Marne, les Archives SNCF et collections particulières.

MAQUETTE

Imprimerie départementale, Conseil général de Seine-et-Marne
Système d'information Géographique (SIG), Conseil général de Seine-et-Marne